

David RIGOULET-ROZE¹



LA MINORITÉ AZÉRIE ET LE SPECTRE IRANIEN D'UN « GRAND AZERBAÏDJAN » UNIFIÉ, POTENTIELLEMENT ALIMENTÉ PAR UNE FORME DE PANTOURANISME

Résumé : Cet article souligne les tensions persistantes liées à la question de la minorité azérie en Iran, la plus importante minorité ethnique du pays. Celle-ci demeure attachée et historiquement intégrée à l'État-nation iranien, ainsi qu'à l'*Ommat* (« la communauté des musulmans »), bien qu'elle réclame des droits culturels et linguistiques. Des mouvements autonomistes existent, alimentés par une forme de pantouranisme, mais ne sont pas parvenus à mobiliser massivement en vue d'une sécession du Nord-Ouest iranien. Lors des élections présidentielles de 2005 et des manifestations de 2006, les autorités ont réprimé l'agitation. Pour contrer les menaces transnationales, les États-Unis investissent dans la modernisation militaire de l'Azerbaïdjan (modernisation forces et garde-côtière, bases militaires et centres de contrôle) ce qui suscite des tensions avec Téhéran, qui craint un encerclement américain et voit ces actions comme une menace pour sa sécurité nationale. Les relations Iran-Azerbaïdjan se sont aussi tendues en raison d'accusations mutuelles d'ingérence et de manipulations géopolitiques, tensions qui sont exacerbées par les revendications des groupes séparatistes azéris en Iran tels que l'Organisation de la Résistance Nationale d'Azerbaïdjan (ANRO). Ces tensions persistent, malgré la neutralité

1. David Rigoulet-Roze est Docteur en sciences politiques, enseignant et chercheur à l'Institut Français d'Analyse Stratégique (IFAS) et chercheur associé à l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS), ainsi que Rédacteur en chef de la revue *Orients stratégiques* (L'Harmattan). Il est spécialiste de la région du Moyen-Orient et a notamment publié *Géopolitique de l'Arabie saoudite : des Ikhwans à Al-Qaïda* (Paris, Armand Colin, 2005) ainsi que *L'Iran pluriel : Regards géopolitiques* (Paris, L'Harmattan, 2011). Il est également l'auteur de nombreux articles parus dans plusieurs revues, dont *France-Forum*, la *Revue Diplomatique*, *Stratégiques*, *Conflits* ou encore notre revue *Géostratégiques*. Il donne des cours à l'Université Cergy-Pontoise, ou encore à l'Académie de Géopolitique de Paris.

affichée par Bakou, et sont alimentées par des facteurs historiques, culturels et religieux, mais aussi par des rivalités géopolitiques et des alliances changeantes dans la région. Israël et les États-Unis sont accusés de préparer des frappes contre l'Iran depuis le territoire de l'Azerbaïdjan. Les manœuvres militaires conjointes entre l'Azerbaïdjan, la Turquie et le Pakistan en 2021 ont inquiété Téhéran, mais cette inquiétude réside surtout dans le fait que l'Azerbaïdjan soit en passe de devenir une nouvelle puissance régionale, susceptible de modifier l'équilibre des pouvoirs. Traditionnellement concentrée sur les théâtres d'opérations du Moyen-Orient, Téhéran semble opérer un recentrage sur la Transcaucasie, plus particulièrement le Sud-Caucase, face aux menaces multiformes de déstabilisation de la frontière septentrionale de l'Iran.

Mots-clés : Iran, Azerbaïdjan, Caucase, Minorité ethnique, Minorité Azérie, Grand Azerbaïdjan, Pantouranisme, Géopolitique, Géostratégie, Relations internationales, Autonomisme, Nord-Ouest iranien, Répression, Intégration, États-Unis d'Amérique, Israël, Turquie, Pakistan, Tensions, Bakou, Téhéran, Bases militaires.

THE AZERI MINORITY AND THE IRANIAN SPECTRUM OF A UNIFIED “GREATER AZERBAIJAN”, POTENTIALLY FED BY A FORM OF PANTURANISM

Abstract: *This article highlights the persistent tensions related to the issue of Azeri minority in Iran, the country's largest ethnic minority. This minority remains attached and historically integrated to the Iranian nation-state, and the Ommat (“the community of Muslims”), all though it claims cultural and linguistic rights. Autonomist movements exist, powered by a form of pan-Turanism, but have not succeeded in mobilizing massively for a secession of the Iranian North-West. During the presidential elections of 2005 and the 2006 protest demonstrations, the authorities repressed the agitation. In order to counter transnational threats, the United States are investing in the military modernization of Azerbaijan (modernization of forces and coast guard, military bases and control centers) which creates tensions with Tehran, who fears an American encirclement and sees these actions as a threat to its national security. The Iran-Azerbaijan relations became strained due to mutual accusations of interference and geopolitical manipulation, tensions which are exacerbated by the claims of separatist Azeri groups in Iran such as the Azerbaijan National Resistance Organization (ANRO). These tensions are persistent, despite the neutrality shown by Baku, and are powered by historical, cultural and religious factors, but also by geopolitical rivalries and shifting alliances in the region. Israel and the United States are accused of preparing strikes against Iran from the Azerbaijan territory. The joint military maneuvers between Azerbaijan, Turkey and Pakistan in 2021 have worried Tehran, but this worry resides especially in the fact that Azerbaijan is about to become a new regional power, which could modify the balance of powers. Traditionally focused on the Middle East theatres of operation, Tehran seems to be operating a refocusing on Transcaucasia, more specifically the South Caucasus, facing multiform threats of destabilization on Iran's Northern border.*

Key words: *Iran, Azerbaijan, Caucasus, Ethnic minority, Azeri minority, Greater Azerbaijan, Pan Turanism, Geopolitics, Geostrategy, International relations, Autonomism, Iranian North-West, Repression, Integration, United States of America, Israel, Turkey, Pakistan, Tensions, Baku, Tehran, Military bases.*

« *Roi de la multitude, seul maître de la multitude, je suis Darius Roi, Roi des rois, le Roi des pays de toutes ethnies [dabýváva signifiant “peuples”, sing. dabu] »,*

Stèle du tombeau de l’empereur Darius I^{er} le Grand (522-486 av. J-C),

À Naqs-i-Rustam, ancienne Suse

(actuelle Sush, dans la province du Khouzesan (Iran)²

DEPUIS PLUSIEURS ANNÉES, LA QUESTION TOUJOURS SENSIBLE pour un État centralisé des minorités – notamment « ethniques » – est ostensiblement revenue sur le devant de la scène intérieure iranienne, parallèlement à la multiplication coïncidente d’attentats leur étant imputables, de manière supposée ou avérée. C’est notamment le cas de la minorité azérie dont s’est toujours méfié l’État iranien quelle que soit sa forme, impériale ou républicaine même si, contrairement à d’autres minorités « ethno-confessionnelles », la minorité azérie a toujours été très intégrée à cet État iranien puisqu’un certain nombre de ses hauts responsables seraient d’origine azérie. La minorité turcophone azérie entretient des liens historiques et culturels probablement trop étroits avec les Persans pour qu’une sécession du Nord-Ouest iranien soit réellement envisageable dans la mesure où ce que l’on pourrait qualifier de sentiment d’« Iranité » transcende d’une certaine manière toutes les autres appartenances « ethnolinguistiques » spécifiques. Cependant, l’irrédentisme latent de la minorité iranienne azérie est néanmoins toujours perçu avec inquiétude par Téhéran.

1. La première minorité ethnique d’Iran

Les Azéris d’Iran, qui constituent la plus importante minorité ethnolinguistique du pays puisqu’elle compte près de 18 millions de personnes (soit plus de 25 % de quelque 80 millions d’habitants), sont essentiellement concentrés en Azerbaïdjan oriental (*Āzarbāyjān-e Šarqi* en Persan). Cette région est située dans le Nord-Ouest du pays, et jouxte sa fausse jumelle que constitue la province d’Azerbaïdjan occidental (*Azarbāyejān-e-Qarbi* en Persan ; *Qarbi Azərbaycan* en Azéri), qui se trouve peuplée majoritairement de Kurdes (*Azerbaycanî Rojawa* en Kurde) comme son nom ne l’indique pas. Les frontières actuelles des deux provinces azéries sont un artifice du découpage administratif iranien et ne correspondent pas aux frontières de l’Azerbaïdjan historique³. Le nom Azerbaïdjan vient du nom *Atro Patikan* en

2. Lecoq Pierre (éd. et trad.), *Les inscriptions de la Perse achéménide*, Paris, Gallimard, 1997, pp. 219-226.

3. Pourmazâheri Afsâneh, « Fragments d’archéologie et d’Histoire de l’Azerbaïdjan », *La Revue de Téhéran*, n° 84, novembre 2012, lien : <http://www.teheran.ir/spip.php?article1660> (consulté le 3 mai 2024).

vieux-persan ou du moyen-persan *Adur Païyigan*⁴. Le nom signifie « Le gardien du feu », une référence au feu zoroastrien sacré qui brûlait dans le grand temple du feu à Ganzak/Ganzaca (la moderne Takan), première capitale d'Azerbaïdjan.

La capitale de l'Azerbaïdjan oriental actuel est Tabriz. L'antique Tabriz est la ville la plus importante de la province, du point de vue culturel, politique et économique⁵. Elle fut d'ailleurs longtemps la capitale économique de la Perse moderne. Cette province a de fait des frontières communes avec la République d'Azerbaïdjan, l'Arménie et l'ancien « Khanat »⁶ du Nakhitchevan. Un réseau développé de routes et de chemin de fer relie l'Azerbaïdjan de l'Est aux autres parties de l'Iran et aux pays voisins. L'Azerbaïdjan oriental est l'un des territoires les plus anciens en Iran. Il contient Anshan, la capitale des Élamites⁷, et le noyau de l'ancien Empire perse. Durant le règne d'Alexandre le Grand en Iran (entre 336 et 331 av. J-C), un guerrier nommé Attorpat aurait mené une révolte dans cette région, qui est ensuite devenue un territoire Mède, et qui a par la suite été renommée Attorpatkan. Depuis lors, cette région a été connue sous les noms d'Azarabadegan, Azarbadgan et Azerbaïdjan. Certaines recherches mentionnent que la naissance de Zoroastre aurait même eu lieu dans cette région, au voisinage du Lac d'Orumieh (Chichesh), dans la ville de Konzak. Cette très ancienne province de l'Iran a toujours eu une place prédominante dans la construction de l'État iranien : la plupart des nobles et Grands d'Iran en sont issus comme les principales figures⁸ de la Révolution constitutionnelle de 1907 contre Mohamad Ali Shah Qadjar (8 janvier 1907-16 juillet 1909) lequel, en tant que Prince héritier, était d'ailleurs vice-roi d'Azerbaïdjan, puis de la Révolution islamique de 1979 dont l'actuel « Guide » Ali Khamenei est un Azéri. Voire l'actuel président Mahmoud Ahmadinejad, natif de Garmsar (province de Semnan) et qui, selon la rumeur,

4. Cette appellation contemporaine d'Azerbaïdjan renvoie à la vieille appellation grecque d'« Athropathène » entrée dans l'Histoire moderne avec le Traité de Turkmanchâï signé le 21 février 1828 entre l'Empire Perse et la Russie tsariste. Dans le prolongement de sa défaite de 1828 contre les Russes, la Perse était contrainte de renoncer à de nombreux territoires septentrionaux au-delà de l'Araxe, au profit de l'Empire russe.

5. Katâyoun Vaziri, « Tabriz, capitale de la province de l'Azerbaïdjan oriental », *La Revue de Téhéran*, n° 84, novembre 2012, lien : <http://www.teheran.ir/spip.php?article1659> (consulté le 7 mai 2024).

6. Une principauté territoriale turco-mongole dirigée par un *Khan* (« Chef » en turc).

7. La civilisation qui s'est développée durant la Haute-Antiquité dans le Sud-Ouest de l'actuel Iran en marge de la civilisation sémitique de Mésopotamie. L'Elam à proprement parler se situait dans la région de l'actuelle Fars, autour de la capitale Anshan.

8. C'est notamment le cas de Sattar Khan (1868-1914), maquignon de son État, alias *Sardar e-Melli* (signifiant « Commandant » et « Héros national ») ou de Bagher Khan (1870-1911), maçon de son État, alias *Salar e-Melli* (signifiant « Chef » et « Héros national »).

pourrait également être issu d'une famille d'Azéris, très nombreux dans cette ville. Il convient surtout de rappeler que la dynastie Safavide (1501-1722) qui avait précisément établi sa capitale à Tabriz, était dominée par des Iraniens d'ascendance azérie, donc turque. De fait, la langue azérie est une langue de la famille ouralo-altaïque, ayant des liens étroits avec le turc même si la langue pratiquée aujourd'hui est rattachée avec insistance par le pouvoir central perse à une origine irano-mède et désignée comme de l'« azéri moderne » (et non comme du « turc »).

2. Une minorité d'obédience chiite historiquement bien intégrée à l'État iranien

La minorité turcophone azérie entretient des liens historiques et culturels trop étroits avec les Persans pour qu'une sécession du Nord-Ouest iranien soit réellement envisageable, même si la question du soutien de l'Iran à l'Arménie suscite l'acrimonie de l'Azerbaïdjan voisin du fait de l'occupation arménienne du Nagorny-Karabakh⁹. Cela accrédi-terait pour Téhéran l'expression de velléités irrédentistes supposées de la part de Bakou, ou en tout cas une éventuelle instrumentalisation de la problématique azérie iranienne. L'ethnicité azérie connaît une double allégeance à l'État-nation iranien et à l'*Ommat* (cette communauté d'appartenance supranationale qui a remplacé l'ordre impérial). Mais les Azéris n'en conservent pas moins un sentiment très vif de leur particularisme parfois vécu comme une forme de stigmatisation – le Shah Pahlavi a pu qualifier les Azéris de « singes » – qui peut donner lieu à un certain nombre de revendications identitaires. Il n'existe aujourd'hui aucun mouvement autonomiste de masse, et moins encore sécessionniste, chez les Azéris d'Iran, de confession musulmane chiite pour la plupart. Et en tant que Chiïtes, ils ne sont pas sujets aux mêmes formes de discrimination que les minorités pratiquant d'autres religions et sont bien intégrés dans la vie économique.

Leurs revendications en matière de droits culturels et linguistiques se font cependant de plus en plus fortes, les Azéris d'Iran réclamant en particulier la mise en œuvre de leur droit, prévu par la Constitution de la République islamique du

9. Le Haut-Karabagh est une république enclavée *de facto* indépendante depuis la guerre de 1990-1992 et le cessez-le-feu de 1994. Elle est peuplée majoritairement d'Arméniens. La communauté internationale a jusqu'alors refusé de la reconnaître comme telle, c'est-à-dire définitivement émancipée de la République d'Azerbaïdjan. Elle a une superficie d'environ 5000 km² et a pour capitale Stepanakert. La région est connue sous plusieurs noms : celui russe de Nagorny-Karabakh qui date de la période soviétique (nagorny signifie « haut » ou « montagneux » en russe), celui arménien d'Artsakh et celui azéri de Karabagh (qui signifie « Jardin noir », du turc *kara* (« noir ») et du persan *bagh* (« jardin »).

24 octobre 1979, de bénéficier d'une éducation en langue azérie¹⁰. Seule une petite minorité prône la sécession de l'Azerbaïdjan iranien de la République islamique d'Iran en vue d'une union éventuelle avec la République d'Azerbaïdjan voisine (8 millions d'habitants), qui a recouvré son indépendance le 31 août 1991 après avoir été une république socialiste fédérée d'Union soviétique depuis 1936, dans le prolongement du précédent constitué par l'avènement, sous la conduite de Cheikh Muhammed Khyabani, d'une éphémère république qui prit le nom d'Azadistan avec Tabriz pour capitale durant à peine six mois, de juin à septembre 1920.



Drapeau de la République d'Azadistan (1920)
« Vive Azerbaïdjan »¹¹

Un « Gouvernement populaire d'Azerbaïdjan » allait être établi fin 1945 par Jafar Pishevari, dirigeant du Parti démocratique azerbaïdjanais iranien (PDA) proche du parti *Toudeh* (communiste), et dont la naissance avait été favorisée par les Soviétiques. Le 10 décembre 1945, Tabriz (la capitale de l'Azerbaïdjan oriental) tomba entre les mains du PDA, qui proclama une république démocratique autonome d'Azerbaïdjan¹². Cet État devait largement son existence à la présence de l'armée rouge et dura à peine un an, de décembre 1945 à novembre 1946, soit jusqu'au départ des troupes soviétiques¹³. On peut d'ailleurs noter que le Congrès

10. Selon l'article 15 de ladite Constitution : « L'usage de langues locales ou de celles des tribus dans la presse et les moyens de communication de masse, ainsi que pour l'enseignement de la littérature de ces langues dans les écoles est autorisé à côté du persan ». Vt. : « Quinzième article », dans *La Constitution De La République Islamique d'Iran*, Téhéran, Alhoda, 2010, p. 34 (95 p.), lien : <http://www.ebrahimemad.net/as-iran/la-constitution-de-la-republique-islamique-d-iran.pdf> (consulté le 7 mai 2024).

11. X. Ahreeman, « Chapter 11 : Iran Ethnic and Short Lived Republics Flags Pictorial History of Iranian Flags », *Iran Politics Club* (site internet), 17 mars 2012, lien : <http://iranpoliticsclub.net/flags/ethnic/index.htm> (consulté le 7 mai 2024).

12. Vt. : Homami Mansour, *Faraz va forod fergheh domowkrat azarbaijan* (« La montée et la chute du parti démocrate d'Azerbaïdjan »), Téhéran, Nashr Ney, 1384/2005 ; également Sadri Monijeh, Nikbakht Rahim, *Pidaysh fergheh domowkrat azarbaijan be ravayat asnad va khaterat motasher nashodeh* (« L'émergence du parti démocrate Azerbaïdjan selon des archives et des mémoires inédits »), Téhéran, Institut d'Études de l'Histoire Contemporaine d'Iran, 1386/2007.

13. Le 4 avril 1946, l'Ambassadeur soviétique, Sadtchikov, signa un protocole d'accord avec Ahmad Qavâm-al-Saltaneh (1873-1955) – un vétéran de la politique iranienne, investi fin 1946 comme

des nationalités d'Azerbaïdjan qui s'était réuni à Tabriz du 20 au 24 novembre 1945, tout en affirmant son désir d'autonomie, insistait en même temps sur les « multiples sacrifices que les Azerbaïdjanais avaient consenti pour la fondation et la création de l'Iran actuel dont ils avaient été effectivement les fondateurs » et avaient proclamé que « voulant à tout prix conserver l'unité du territoire de l'Iran, ils n'étaient aucunement décidés à fonder la réalisation de leur desiderata légitimes sur sa division, ni à porter atteinte à ses frontières »¹⁴.



Drapeau de la République du Sud-Azerbaïdjan
(10 décembre 1945 – 11 décembre 1946)¹⁵

Ceux qui s'efforcent aujourd'hui de promouvoir l'identité culturelle turque azérie suscitent néanmoins toujours les plus vifs soupçons des autorités iraniennes, qui les accusent notamment de promouvoir le « pantouranisme » ou panturquisme, projet qui serait défendu par Mahmoudali Chehregani, le leader exilé aux États-Unis du Mouvement du réveil national d'Azerbaïdjan du Sud/*Southern Azerbaijan National Awakening Movement (SANAM) / Güney Azerbaycan Milli Oyanis Herekati (GAMOH)*, un mouvement autonomiste, sinon sécessionniste, des Azéris d'Iran. Ce mouvement estime, à tort ou à raison, que la minorité azérie d'Iran¹⁶ est systématiquement sous-évaluée. Il y aurait selon lui non pas 18 millions d'Azéris mais 32, voire 34 millions en comptant les deux millions de Turkmènes vivant près de

Premier ministre par le *Majles* iranien –, précisant l'évacuation de l'Iran dans un délai d'un mois et demi à partir du 24 mars 1946 ; la création d'une société mixte pétrolière dont les conditions devaient être présentées (au plus tard sept mois après, à partir du 24 mars), à la 15^e législature du *Majles* pour qu'elle le ratifie ; et enfin la reconnaissance de l'affaire de l'Azerbaïdjan comme une « affaire interne » à l'Iran. La signature de l'accord du 4 avril 1946, sonna le glas des gouvernements de l'Azerbaïdjan et de la République de Mahabad.

14. Morizot Pierre (Consul de France à Tabriz), « L'Azerbaïdjan et le problème de l'autonomie », *Archives Quai d'Orsay, Série : Levant, Sous-série : Iran*, n° 54, Paris, Ministère des Affaires Étrangères, 10 février 1959 (trad. en persan par Ayati Ata et publié la revue *Rahavad*, n° 80, 2007).

15. X. Ahreeman, « Chapter 11 : Iran Ethnic and Short-Lived Republics Flags Pictorial History of Iranian Flags », *op. cit.*

16. « Iran Religious and Ethnic Minorities. Discrimination in Law and Practice » (rapport), *Human Rights Watch*, 1^{er} septembre 1997, lien : <http://www.hrw.org/en/reports/1997/09/01/iran-religious-and-ethnic-minorities> (consulté le 7 mai 2024).

la mer Caspienne : 20 millions d'Azéris vivraient dans le Sud-Azerbaïdjan, c'est-à-dire la province d'Azerbaïdjan oriental iranien, quelque 10 millions résideraient à Téhéran – ce qui en ferait une ville peuplée à 70 % d'Azéris ; il y aurait encore quelque 2 millions de Turcs *Qashqai* dans la province du Fars.



Drapeau du mouvement nationaliste du Sud-Azerbaïdjan (SANAM)
prônant une réunification avec Bakou¹⁷

Le « problème azéri » pour l'Iran avait été réactivé depuis 1996 lorsque quatre petits mouvements politiques d'Azerbaïdjan du Sud avaient fusionné sous l'égide d'un obscur *National & Independent Front of Southern Azerbaijan* (« Front pour l'indépendance nationale de l'Azerbaïdjan du Sud »)¹⁸. Certains à Téhéran avaient, en réaction, fait valoir non sans provocation, que si réunification il devait y avoir, c'est la République d'Azerbaïdjan qui devait plutôt être incorporée à l'État iranien parce que le territoire qu'elle recouvrait avait jadis fait partie de l'ancienne Perse. « *La République d'Azerbaïdjan autrefois était nôtre. Donc, s'il y a une question de l'unification des deux Azerbaïdjans, ce sont eux qui devraient revenir à l'Iran [...]* Certains

17. X. Ahreeman, « Chapter 11 : Iran Ethnic and Short-Lived Republics Flags Pictorial History of Iranian Flags », *op. cit.*

18. La formation d'un « Conseil national » avait été annoncée dans un communiqué conjoint par six organisations en date du 28 avril 1998 : le *Turkic Revival of Southern Azerbaijan* (le « réveil turc d'Azerbaïdjan du Sud ») ; le *National Freedom of Azerbaijan – Our Way* (« La liberté nationale d'Azerbaïdjan – Notre Voie ») ; l'*United Independent Front of Azerbaijan* (le « Front indépendantiste pour l'unité de l'Azerbaïdjan ») ; le *Revival of Azerbaijan* (le « Réveil de l'Azerbaïdjan ») ; les *Young Turks of Azerbaijan* (« Le mouvement des Jeunes Turcs d'Azerbaïdjan ») ; et le *Democratic Front of Southern Azerbaijan* (« le Front démocratique de l'Azerbaïdjan du Sud »). Le rapport indiquait qu'ils avaient mis fin à leurs « désaccords idéologiques » et que le « Conseil national » serait en charge de la « lutte pour l'indépendance de l'Azerbaïdjan du Sud et de son unité avec le Nord de l'Azerbaïdjan » et ne pas interférer avec les affaires internes de celui-ci tout en conservant son indépendance. Vr. : Research Directorate of the Immigration and Refugee Board of Canada (Direction de recherche de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada), « Iran : Status of the Azeri (Azari) National Council (1998 to February 2001) » (rapport), Montréal, UNHCR (archives du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés), 14 février 2001 (archivé Le 26 mai 2023), lien : <https://webarchive.archive.unhcr.org/20230525033743/https://www.refworld.org/docid/3df4be454.html> (consulté le 7 mai 2024).

agents de l'arrogance du monde tentent de nuire à notre unité nationale par la diffusion des sentiments sécessionnistes dans notre région », avait ainsi déclaré l'ayatollah Mohsen Shabestary lors de la prière du vendredi à Tabriz, en mai 1996¹⁹.

Un tournant avait été constitué par la campagne électorale pour le scrutin de l'année 2000, lequel avait été marqué dans les régions azéries par une suite de troubles provoqués par l'invalidation de candidatures locales, dont celle de Mahmoudali Chehregani. C'est cette situation qui avait directement été à l'origine, en octobre 2000, de l'émergence à Tabriz du *GAMOH*²⁰.

La diplomatie américaine avait décidé d'accentuer son soutien à la minorité azérie à partir de l'été 2003 dans le prolongement du renversement de Saddam Hussein en Irak. Depuis juillet 2003, Mahmoudali Chehregani, le leader du Mouvement du réveil national d'Azerbaïdjan du Sud, s'est dépensé sans compter. « *La guerre contre l'Irak nous a encouragés. Nous n'avons plus peur des mollahs* », n'hésitait-il pas à déclarer au *Sunday Telegraph*²¹. Après deux échecs électoraux en 1996 et 1999 – il avait été une première fois élu en 1995 au Parlement régional de Tabriz avec quelques 600 000 voix avant d'être emprisonné à trois reprises –, Chehregani avait été contraint à l'exil alors qu'il était professeur de littérature persane en Iran. Depuis, il fait la tournée des universités américaines pour plaider la cause azérie. Grâce au soutien de plusieurs sénateurs, dont le démocrate Sam Brownback, alors sénateur de l'Arkansas²², il est même parvenu à obtenir ses entrées à Washington. Il parle communément de « chauvinisme perse » devant la marginalisation culturelle azérie et revendique l'autonomie pour la province d'Azerbaïdjan²³.

19. C. Nick Grace, « Investigative Report: Voice of Southern Azerbaijan », *qsl.net* (site internet), 1^{er} mars 1998, lien : <http://www.qsl.net/yb0rmi/vosa.htm> (consulté le 7 mai 2024).

20. Riaux Gilles, « La radicalisation des nationalistes azéris en Iran », *Cemoti*, n° 37 (2005) – *Jeune recherche II*, mis en ligne le 13 février 2006, lien : <http://cemoti.revues.org/document1571.html>. Le mouvement est néanmoins divisé. D'ailleurs, le représentant du SANAM / GAMOH auprès de l'*Unrepresented Nations and People Organization* (UNPO) a démissionné en avril 2007 en accusant l'organisation azérie de ne pas être démocratique et son leader Mahmoudali Chehregani, d'abuser de ses fonctions pour se voir octroyer tous les pouvoirs au sein de l'organisation nationaliste.

21. Mcelroy Damien, « Exiled leader poised to mount popular revolt against Iran's mollahs », *Sunday Telegraph*, 28 juin 2003.

22. Il s'est retiré le 20 octobre 2007.

23. Le premier numéro de *Güney*, l'organe du Comité de l'Azerbaïdjan du Sud du Congrès Mondial des Azerbaïdjanais (CMA) a vu le jour fin 2004. Le journal est en turc azerbaïdjanais et utilise les caractères latins et arabes. Dans l'éditorial le rédacteur en chef, un certain Djavidan Elbars, écrit : « *Le nouvel ordre mondial qui domine aujourd'hui le monde est propice à l'acquisition de nos droits nationaux. Cela serait un péché impardonnable pour nous tous de ne pas saisir cette occasion...* » Et de poursuivre : « *Aujourd'hui nous devons tous être plus actifs que jamais en consolidant nos rangs afin de lutter pour la*

Selon certains analystes, il s'agirait plutôt d'un mouvement « pantouranien » qui revendiquerait l'unification de la province iranienne avec l'Azerbaïdjan voisin. Ceux qui parlent du droit des Azéris sont généralement qualifiés par Téhéran de « séparatistes », voire accusés d'être des « irrédentistes » stigmatisés comme des « espions turcs » étroitement liés aux « Loups Gris » (*Bozkurtlar* en turc), le nom des militants des *Ulkü Ocakları* (« Foyers idéalistes »), mouvement d'extrême-droite turc ultra-nationaliste.

AZƏRBAYCANIN TARİXİ ƏRAZİSİNİN XƏRİTƏSİ



Carte du territoire historique de l'Azerbaïdjan, Conseil international de l'Azerbaïdjan du Sud²⁴.

libération de l'Azerbaïdjan du Sud et assurer nos droits pour pouvoir combattre le chauvinisme persan et le régime de Téhéran dont tous les moyens de pression contre notre nation sont destinés à affaiblir notre mouvement. Nous sommes convaincus que les personnes de chez nous infiltrées par nos ennemis dans notre rang seront démasquées... » Vr. : <http://www.dak.se/fr-index.htm>.

24. Source : <https://www.facebook.com/PanturkistsIllusions>

Dans un entretien accordé le 8 août 2002 au CSIS, Mahmoudali Chehregani s'en est défendu en expliquant : « *Nous défendons l'intégrité territoriale de l'Iran et ne visons pas une réunification avec la République indépendante d'Azerbaïdjan ou la Turquie. Nous ne voulons néanmoins pas vivre sous le joug d'une République islamique, nous voulons une démocratie pour l'Iran ; notre vision est fédéraliste, impliquant le respect des droits de la minorité des Turcs azéris ; nous espérons pour le futur que notre frontière avec la république indépendante d'Azerbaïdjan sera comme les frontières au sein de l'Union européenne.* »²⁵

À la suite des manifestations estudiantines de début juillet 2003 en Iran, Mahmoudali Chehregani s'était rendu à Ankara et à Bakou afin de demander l'appui de ces deux alliés régionaux des États-Unis. Malgré la recommandation américaine, le chef de la diplomatie turque Abdullah Gül avait ostensiblement déclaré qu'il ne voulait pas se mêler des affaires de l'Iran. À Washington, son homologue de l'époque Colin Powell avait insisté pour un engagement turc dans ce dossier, après le refus de collaboration dans la guerre contre l'Irak. En guise de réponse, et pour s'attirer les bonnes grâces d'Ankara, l'armée iranienne avait mené une offensive contre les combattants du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, kurdes de Turquie) qu'elle tolérait pourtant depuis des années sur son territoire. Cela n'avait pas empêché Chehregani d'avoir été bien accueilli par l'extrême-droite turque. En Azerbaïdjan, pays que Washington entend de plus en plus utiliser comme une base de sa lutte antiterroriste – voire plus – Chehregani avait évoqué un État fédéral comme « *meilleure solution pour la démocratie en Iran* »²⁶.

Le 20 février 2005, les représentants officiels de sept organisations appartenant aux diverses nationalités iraniennes, s'étaient réunis à Londres afin de se concerter sur la situation en Iran, de promouvoir le niveau de leur coopération ainsi que celui de la lutte commune à mener pour la liberté, la démocratie, y compris les droits des nationalités par l'établissement d'un système fédéral démocratique en Iran. Cette réunion avait abouti à la fondation d'un collectif intitulé : « *Congrès des Nationalités iraniennes pour un Iran fédéral* ». Les participants s'étaient mis d'accord sur certains principes servant de plateforme à leur coopération et activités communes dans le cadre de ce congrès.

25. Entretien avec le Dr. Mahmoudali Chehregani, « Azerbaijani Turks of Iran: Will They Lead a Revolution Again ? », *CSIS Caucasus Project Meeting Notes*, 8 août 2002, lien : <http://www.csis.org/ruseura/caucasus/020808.pdf> (consulté le 7 mai 2024).

26. Ihsan Kurt, « Iran : Washington joue la carte azérie contre Téhéran », *InfoSud*, 28 juillet 2003.

CONGRÈS DES NATIONALITÉS IRANIENNES POUR UN IRAN FÉDÉRAL

L'Iran appartient à toute la population iranienne, autrement dit à toutes les nationalités qui composent ce pays. Malheureusement, ce droit est, jusqu'à présent, nié à la majorité de la population. Connaissant l'injustice et l'oppression nationale dont les nationalités de ce pays ont été et sont toujours victimes, nous nous inclinons devant les sacrifices et les souffrances consentis par les fils et filles de ce pays dans leur lutte pour la liberté et la justice. Nous savons tous que la légitimité de tout pouvoir doit provenir de la volonté du peuple et dans un pays multinational comme l'Iran, une telle légitimité doit être basée sur la volonté des diverses nationalités qui composent ce pays ainsi que sur le respect de leurs droits. Étant donné qu'il serait illusoire de parler de la liberté, de la paix et du progrès en Iran sans la participation effective de toutes ces nationalités, dans l'administration des affaires du pays ainsi que dans celles des affaires intérieures de leurs régions et sans la création des conditions d'égalité de chance, nous considérons que l'établissement d'un gouvernement fédéral basé sur les critères ethnico géographiques est le seul mécanisme politique durable qui puisse garantir l'aspiration légitime de ces nationalités quant à l'exercice du droit à l'autodétermination dans le cadre d'un Iran libre, uni et démocratique. Dès lors, nous, soussignés, organisations appartenant aux diverses nationalités iraniennes réunies le 20 février 2005 à Londres, proclamons avoir créé un collectif intitulé : « *Congrès des Nationalités Iraniennes pour un Iran fédéral* ». Dans le cadre de ce congrès, nous nous sommes entendus sur les principes suivants comme étant les bases d'une coopération et d'une activité communes :

- La République islamique d'Iran est un régime totalitaire, antidémocratique violant les libertés et les droits démocratique des peuples de ce pays. Aussi, le renversement de ce régime constitue une condition nécessaire à l'établissement d'un système fédéral démocratique en Iran.
- Tout en exprimant notre profonde conviction quant au droit indéniable des peuples à l'autodétermination, conformément à la Déclaration universelle des droits de l'Homme et des accords et conventions internationaux pertinents, nous déclarons solennellement que nous sommes pour un système fédéral en Iran basé sur les critères ethniques et géographiques.
- Séparation totale de l'État et de la religion.
- Supprimer toute sorte de discrimination entre les hommes et les femmes et assurer une parfaite égalité entre eux dans les domaines politique, social, économique et culturel.

- Garantir la liberté de pensée, d'expression et d'association et assurer la promotion de l'égalité des droits pour tous les citoyens devant les lois.
- Garantir la justice économique et sociale et œuvrer pour l'amélioration de la qualité de vie pour tous les citoyens.
- Établir des relations pacifiques avec tous les pays, basées sur le respect mutuel et le respect des accords et conventions internationaux tout en défendant la résolution des problèmes par les voies pacifiques et en respectant le droit international.
- Combattre le terrorisme et les armes de destruction massive dans la région et œuvrer pour une coopération internationale dans ces domaines.

Nous appelons toutes les personnalités et organisations politiques qui optent pour les principes susmentionnés, de se joindre à ce Congrès pour lutter ensemble à la réalisation de ces objectifs.

Front Uni du Baloutchistan d'Iran – Parti du Peuple Baloutche – Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran – Parti de la Solidarité Démocratique d'Ahwaz – Mouvement Démocrate Fédéraliste d'Azerbaïdjan – Parti Komala du Kurdistan d'Iran – Organisation pour la Défense des Droits du peuple turkmène²⁷.

3. Retour sur le développement inédit de l'agitation azérie lors des élections présidentielles iraniennes de juin 2005 et sur le renforcement de la répression de la part des autorités iraniennes

À partir de la fin du mois de juillet 2005, de nombreux Azéris d'Iran avaient été arrêtés alors qu'ils assistaient à un rassemblement culturel qui se tient chaque année au château de Babek (*Ghaleh-ye Bâbak*) – Babak Khorramdin est un héros national azéri²⁸ devenu le symbole de la liberté pour l'Azerbaïdjan du Sud parce qu'il s'était révolté en 816 contre la domination arabe du Califat abbasside – à Kalibar. Ce festival, qui se tient chaque année les 4 et 5 juillet, rassemble près de 1,2 million de participants. Il est à chaque fois l'occasion d'une affirmation identitaire. Lors du festival de 2005, au moins 21 d'entre eux avaient par la suite été condamnés à des peines allant de trois mois à un an d'emprisonnement. Ils auraient été déclarés coupables, notamment, de « *propagande contre le système* » et de « *création*

27. Lien : http://opa.online.free.fr/article.php3?id_article=794

28. Or, il se trouve que dans les années 90, un mouvement d'opposition armé précisément appelé *Babak Khorramdin Organization (BKO)* avait versé dans le terrorisme en assassinant des membres du régime. Ainsi le 13 janvier 1993, c'est le convoi officiel du président de l'époque, Ali Rafsandjani en personne qui avait été attaqué par des activistes de ce mouvement et cinq morts avaient été à déplorer dans l'attentat.

d'organisations hostiles au système ». Certains s'étaient également vus interdire l'accès à Kalibar pendant dix ans.

La répression s'était accentuée à partir de l'année 2006. Les autorités iraniennes avaient arrêté, le 1^{er} janvier 2006, le leader religieux Gadim Azimi, défenseur des droits des Azéris iraniens. Une déclaration du Congrès mondial des Azéris envoyée à l'agence de presse azerbaïdjanaise *Turan* rapportait que Gadim Azimi avait rencontré des autorités politiques en Europe, notamment à l'occasion du VIII^e Congrès mondial des Azéris, qui s'était tenu en mai 2005 à Stockholm (Suède) pour discuter des violations des droits des Azéris vivant en Iran. À la suite de cette déclaration officielle, la cour religieuse de Tabriz avait décidé d'incarcérer Gadim Azimi pour une durée d'un an, considérant le prévenu coupable d'avoir coopéré avec des organisations hostiles à l'Iran. Il avait été également interdit de porter l'habit religieux – il est *hodjatoleslam*²⁹ dans la hiérarchie du clergé chiite – pour une durée de dix ans et de se rendre dans les villes du nord du pays (Ardebil, Zenjan) pendant cinq années.

Dans la même logique, l'hebdomadaire de langue azérie *Navid Azerbaïdjan* (« L'espoir d'Azerbaïdjan »), s'était vu suspendu de publication pour « *ethnocentrisme et action contre la sécurité nationale* ». Le journal, dirigé par Mehran Tabrizi, avait été interdit par la Commission de la surveillance de la presse, après 463 numéros, selon l'agence de presse iranienne *Isna* en date du 13 mars 2006. À la fin du même mois, le 30 précisément, des militants azéris avaient été arrêtés. Ils avaient été libérés sous caution le 18 avril 2006 et devaient par la suite être jugés pour « *atteinte à la sécurité nationale* »³⁰. Quant à l'activiste azéri Saleh Malla Abbasi, il aurait été placé au secret à *Bagh Shomal*, un centre de détention du ministère du Renseignement à Tabriz à la suite de son arrestation, le 17 avril 2006. Quelques jours après, le 21 avril 2006, deux leaders du *GAMOH*, un certain Jafar Qavidel et son frère Abbas Qavidel étaient repêchés dans la rivière *Araz* (Araxe) qui constitue la frontière naturelle entre la province iranienne d'Azerbaïdjan et la République indépendante d'Azerbaïdjan. Le porte-parole du mouvement à Bakou, Agri Garadaghli, avait ouvertement accusé les autorités iraniennes d'avoir éliminé les deux nationalistes azéris : « *Le motif de leur mort serait politique. Les deux frères étaient connus pour*

29. *Hodjatoleslam* ou *Hojjat ol-Eslam* est un terme honorifique signifiant « preuve de l'islam » ou « autorité de l'islam ». Il constitue un grade intermédiaire dans la hiérarchie du clergé chiite, au-dessus du simple *mollah*, terme signifiant « maître » ou « seigneur » utilisé pour désigner génériquement tous les membres du clergé chiite ; mais en-dessous de l'*Ayatollah*, terme signifiant littéralement « signe de Dieu » et qui est le titre le plus élevé décerné à un membre du clergé chiite.

30. Selon *Amnesty International*, ils auraient été torturés pendant leur détention de 19 jours. Vr. : UA 86/06, MDE 13/039/2006, 18 avril 2006.

être des activistes politiques et ils avaient été arrêtés par les forces de sécurité à plusieurs reprises. Une autre raison qui accrédiiterait cette thèse réside dans le fait que les deux avaient disparu deux ou trois jours avant que l'on retrouve leurs cadavres. »³¹

En Iran, il y a un large spectre intellectuel – allant de l'autonomie ou du fédéralisme à l'Azerbaïdjan du Sud indépendant, à l'Azerbaïdjan *Bütöv* (unifié), ou encore à l'Union *Oghuz* et à *Turan* – qui prend place au sein du Mouvement national azerbaïdjanais. Or, c'est cette même année 2006, en mars, qu'était officiellement fondée l'Organisation nationale de résistance d'Azerbaïdjan (ANRO/AMDT). Le groupe se définit comme une partie et un sous-ensemble du Mouvement national général de l'Azerbaïdjan du Sud et prône le séparatisme pour les Azéris iraniens sur la base d'une idéologie pantouraniste. L'ANRO cherche à recouvrer les droits économiques, politiques, sociaux, culturels et humains ainsi que les libertés fondamentales du peuple azéri en Azerbaïdjan iranien. L'ANRO prétend agir dans le cadre des méthodes et valeurs démocratiques et de lutte civile. Le groupe condamne officiellement tout recours à la violence. Le média d'information principal de l'ANRO est *Araznews* et Babek Chalabiyani est le porte-parole officiel du groupe.



L'emblème de l'Organisation de résistance nationale d'Azerbaïdjan comprend le nom de l'organisation, son abréviation et la date de sa création, ainsi qu'en son centre l'image de la mer Caspienne, l'un des symboles de l'Azerbaïdjan et d'une importance géostratégique vitale pour le monde turc, dans le milieu. L'emblème comporte le croissant et l'étoile à huit branches du drapeau azerbaïdjanais en haut et 12 paires de mains jointes, en bas. Alors que les mains jointes représentent l'esprit d'unité nationale, le chiffre 12 symbolise « 12 *Shabriver* ». Selon le calendrier iranien, le 12 *Shabriver* correspond au 3 septembre. Le manifeste du Parti démocratique d'Azerbaïdjan, parti dominant du gouvernement national azerbaïdjanais, a été publié le 3 septembre 1945 et cette date est considérée comme un jour important dans la problématique nationale azerbaïdjanaise³².

Comme indiqué dans le mémorandum de l'AMDT, il a établi son fondement idéologique sur la « patrie azerbaïdjanaise » et/ou la « nationalité turque ». Cette organisation se définit dans le cadre du « Mouvement national azerbaïdjanais » général et se considère comme faisant partie de ce mouvement général. Selon l'AMDT, les raisons de l'existence du Mouvement national azerbaïdjanais sont apparues avec les Conventions du Gulistan et de Turkmenchay signées en 1813 et 1829 et avec

31. H. Gabili (Turkelli), 21 avril 2006, lien : <http://www.gamoh.org/en/index.php>

32. Les sites Web officiels de l'Organisation de la Résistance nationale d'Azerbaïdjan et de son service d'information sont les suivants : www.diranish.com et www.araznews.org

l'effondrement de l'État turc Qajar en 1925. L'AMDT considère que l'un de ses principaux objectifs, outre l'obtention du droit à l'autodétermination nationale des Turcs du Sud de l'Azerbaïdjan, est de mettre fin à la séparation et à la fragmentation nationale sur les terres historiques de l'Azerbaïdjan (Nord et Sud). Cette organisation a choisi la voie de la lutte politique civile et non violente. Les principaux objectifs tactiques de l'AMDT sont de former des cadres soucieux de l'avenir de l'Azerbaïdjan et d'assurer la connexion et l'organisation dynamiques au sein de la société iranienne dans la perspective de lutte nationale. En outre, l'AMDT joue également un rôle actif dans la création et le déroulement des mouvements de rue et de places dans le Sud de l'Azerbaïdjan. C'est ainsi que des « comités municipaux » et des « cellules de résistance » de l'AMDT ont joué un rôle particulier dans le soulèvement de mai 2006, les chants nationaux dans les stades, les incidents du lac Urmu. Selon le principe de fonctionnement clandestin de l'AMDT, l'identité de tous ses membres est gardée secrète³³.

En mai 2006, l'agitation s'était amplifiée avec des manifestations de masse dans plusieurs villes comme Marand, Orumieh et Goshachai. Devant la dureté de la répression menée par les autorités, la ville de Tabriz avait connu le 24 mai suivant une journée de troubles sans précédent depuis la Révolution islamique avec une manifestation estimée entre 250 000 et 500 000 personnes. Certains manifestants clamaient alors « *Un Azerbaïdjan uni avec Tabriz pour capitale* », ou encore « *Bakou-Tabriz-Ankara* ». Tout avait commencé à la suite de la publication, huit jours plus tôt par un journal gouvernemental édité par le ministère de la Culture et de la Guidance islamique dénommé *Iran*, d'une caricature jugée insultante par les étudiants de cette région : on y voyait un cafard prononçant en langue azérie la question « *Quoi ?* ». La caricature avait provoqué la colère immédiate des Azéris.

Les étudiants avaient entamé plusieurs journées de grève de la faim pour demander des excuses à l'auteur et au journal qui l'avait publiée. Les autorités avaient dû suspendre sa publication. La vigueur de la protestation avait créé un mouvement plus large et les commerçants du *Bazar* de la ville avaient décidé de se joindre aux étudiants pour manifester dans les rues de cette ville. Les autorités avaient tenté de faire passer le rassemblement pour une manifestation de soutien à Ali Khameneï, le Guide suprême de la République islamique d'ascendance azérie. Parallèlement, le mouvement nationaliste azéri (*GAMOH*) avait essayé de récupérer la manifestation et la distribution de ses tracts aurait alors mis le feu aux poudres. Des coups de feu

33. « Azerbaijan National Resistance Organization (ANRO); A Brief Introduction, *Araz News* (site internet), 3 octobre 2014, lien : <https://araznews.org/en/archives/975> (consulté le 14 mai 2024).

auraient été tirés sur la foule sans que l'on soit en mesure d'établir un bilan définitif. Une source non-confirmée faisait état d'une dizaine de morts, d'une centaine de blessés et de 254 arrestations.



La caricature parue dans la publication *Iran* qui aurait mis le feu aux poudres

Historiquement, Tabriz a joué un rôle politique décisif dans le triomphe du mouvement constitutionnaliste iranien qui réussit à imposer, le 10 août 1906, à Mozaffar ed-Din Shah de la dynastie des *Qadjar*, une *Mashroutiat* (constitution) et un *Majlis* (parlement). La constitution fut officiellement proclamée par le Shah mourant et validée de mauvaise grâce par son fils Mohammad-Ali Shah (1872-1925) qui tenta très rapidement de revenir à la monarchie absolue (1907-1909). En référence explicite à la résistance armée menée en avril 1909 contre les troupes du Shah par deux leaders nationalistes azéris, en l'occurrence Bagher Khan qui passa à la postérité sous le nom de *Salar-e Melli* (*National Leader*) et Sattar Khan sous celui de *Sardar-e Melli* (*National General*)³⁴, les manifestants de Meshkin Shhar avaient brûlé des exemplaires du journal *Iran* incriminé pour avoir été à l'origine de la provocation de la communauté azérie, en même temps que des drapeaux blancs : pour mémoire, on rappellera qu'en 1906, les constitutionnalistes avaient justement incendié des drapeaux blancs pour signer la fin de la résignation du peuple.

La vague de Tabriz s'était répandue dans d'autres villes de l'Azerbaïdjan iranien. À Meshkin Shhar (littéralement « la ville noire »), les manifestants avaient défilé avec les drapeaux iraniens d'où le symbole de la République islamique avait été arraché, en référence à la symbolique anticommuniste utilisée lors de la chute de Ceausescu.

34. Sattar Khan (1868-1914) tomba dans un piège de la police du Shah le 7 août 1910. Blessé, il mourut à Téhéran le 9 novembre 1914.

Les manifestants scandaient apparemment : « *Nous sommes des Iraniens turcs et non des Turcs d'Iran* », une manière de préciser qu'ils ne se sentent pas différents de tous les Iraniens et qu'ils refusent de se trouver récupérés par d'éventuels partis indépendantistes, voire instrumentalisés par une « main étrangère ». À propos de la caricature qui avait suscité la première vague d'indignation, on pouvait lire sur des pancartes : « *Insultez un Azéri et vous insultez un Iranien* » ou encore « *Nous sommes des Iraniens* ». Dans d'autres villes comme Ardabil, des drapeaux noirs avaient été fixés au-dessus des maisons en signe de solidarité pour signifier que la ville portait le deuil de toutes les victimes durant les manifestations. Les principaux slogans de « comités de soutien » aux manifestants d'Azerbaïdjan clamaient : *Mashrouiat* (« Constitution ») ! *Yashasoon Iran* (« Vive l'Iran ») ! *Yashasoon Azerbaijjan* (« Vive l'Azerbaïdjan ») !

En mai 2006, plusieurs personnes avaient encore été tuées et des dizaines d'autres blessées lors de manifestations d'Azéris à Nagadeh (Nord-Ouest) contre la caricature incriminée, alors que le Guide suprême l'Ayatollah Ali Khamenei avait ouvertement dénoncé un complot ennemi pour fomenter des tensions ethniques. « *Quatre personnes ont été tuées et 43 blessées lors des événements à Naghadeh* », avait officiellement reconnu le général Hassan Karami, le commandant des forces de l'ordre de l'Azerbaïdjan occidental. À Téhéran, quelque 200 étudiants azéris avaient tenté de manifester le 28 mai 2006 devant le parlement iranien contre cette caricature. Les manifestants avaient été rapidement dispersés par la police anti-émeute alors qu'ils scandaient des slogans contre la caricature mais aussi en faveur de l'enseignement de la langue azérie. Aux cris de « *Législateurs lâches, aidez les Azéris* », les manifestants avaient pressé le Parlement de punir ceux qui avaient publié cette caricature et de relâcher les personnes détenues à la suite des premières manifestations qui avaient vu les bureaux du quotidien *Iran* être incendiés dans plusieurs villes d'Azerbaïdjan.

4. Les sourdes inquiétudes récurrentes des autorités face à l'agitation provinciale

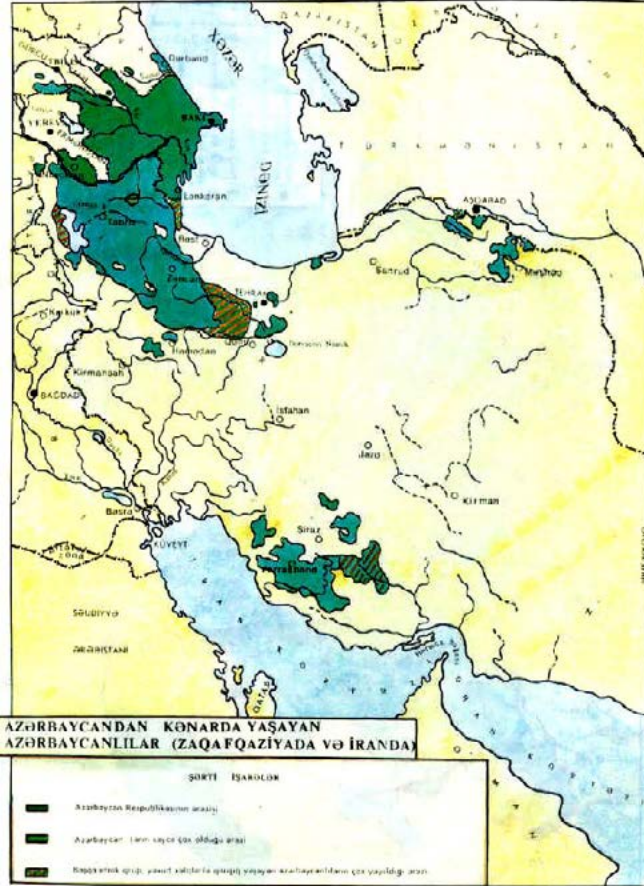
Le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, avait affirmé dès le 25 mai 2006 que les « ennemis » de l'Iran voulaient provoquer des tensions ethniques pour combattre le programme nucléaire iranien. Le chef d'État iranien avait, le 28 mai suivant, au cours du conseil des ministres, déclaré que le complot de l'ennemi visant à créer des différends ethniques dans le pays avait été ourdi en raison de son échec face à la résistance du peuple iranien sur la question nucléaire. Ahmadinejad avait souligné que le peuple azéri avait manifesté et avait défendu son honneur en faisant

preuve de vigilance. Le « Guide suprême » avait, pour sa part, ouvertement dénoncé un complot ennemi destiné à fomenter des tensions ethniques dans une allocution télévisée retransmise le 29 mai 2006 sur une chaîne nationale. « *Les ennemis de la nation iranienne ont annoncé un peu plus tôt qu'ils avaient alloué de l'argent à cette cause* », avait-il rappelé, se référant aux 75 millions de dollars (58,6 millions d'euros) demandés au Congrès américain par l'administration Bush pour promouvoir la démocratie en Iran. « *Ces tentatives pour provoquer des tensions ethniques constituent le dernier geste de l'ennemi contre la République islamique et le peuple iranien* », avait-il déclaré devant les parlementaires du *Majlis* de Téhéran. « *Aujourd'hui, ils croient utiliser les Azéris (...) mais c'est encore une erreur historique car les Azéris ont toujours joué un rôle décisif pour défendre la République islamique et l'intégrité territoriale* », avait-il ajouté. « *L'Azerbaïdjan et la Révolution sont inséparables* » avaient scandé les députés tout en criant en langue azérie.

Pour faire bonne mesure, Mohammad Hossein Safar Harandi, ministre iranien de la Culture et de la Guidance islamique, dont le ministère se trouvait être l'éditeur officiel du quotidien incriminé, était tout de même apparu à la télévision et avait demandé pardon à la population azérie. Quant au journal lui-même qui avait publié la caricature, il avait non seulement été suspendu mais le dessinateur Mana Neyestani et un rédacteur du journal, Mehrdad Qassemfal, avaient même été arrêtés.

Le 29 mai 2006, le Conseil suprême de supervision du *Majlis* (parlement) s'était réuni pour traiter du soulèvement dans les provinces azéries sous le titre « *Examen des problèmes ethniques* ». Des députés du *Majlis* des provinces azéries, des représentants des ministères des Renseignements (VEVAK), de l'Intérieur et de l'Orientation étaient venus discuter des mesures nécessaires pour empêcher les manifestations de se répandre dans les villes azéries, voire au-delà.

C'est dans ce climat délétère que le ministre de l'Intérieur iranien Mostafa Pour-Mohammadi, avait convoqué tous les gouverneurs des provinces du pays le 31 mai 2006 pour les mettre en garde devant le fait que « *l'ennemi est tapi et tirait profit des moindres difficultés pour en faire des grandes comme avec l'incident des caricatures* ». Dans une déclaration reprise par l'agence *Fars*, il estimait en effet que « *l'incident déclenché par la caricature dans le journal gouvernemental Iran indique que les ennemis de l'État ont l'intention d'exploiter n'importe quel petit événement* ». Il attribuait la solidarité entre les étudiants, les ouvriers et la population dans d'autres régions à des « *ennemis* » avant d'ajouter que « *l'ennemi cherche à relier de petits incidents pour exploiter les problèmes entre les étudiants et les ouvriers, dans la société et parmi les minorités ethniques à des fins destructrices* ».



« Azerbaïdjanais vivant à la périphérie de l’Azerbaïdjan (en Transcaucasie et en Iran) »³⁵

La lecture irannienne « complotiste » de cette agitation était alimentée par l’activité accrue de certains *think-tank* américains notamment le *think-tank* républicain *American Enterprise Institute*, qui avait organisé, le 26 octobre 2005, sous la direction de Michael A. Leeden, une table-ronde intitulée « *The Unknown Iran: Another Case for Federalism?* », réunissant tout ce que l’Iran compte de représentants des minorités plus ou moins ouvertement séparatistes : étaient notamment présents

35. Source : Jurabchi Aylinah, « Who are the Azeris? Important to emphasize the roots of Azerbaijan », *The Iranian* (site internet), 8 août 2002, lien : <https://iranian.com/Opinion/2002/August/Azeri/> (consulté le 14 mai 2024).

Rahim M. Shabbazi pour le compte de l'*Azerbaijan Societies of North America* mais aussi Hussein Bor pour le compte du *Baluchistan United Front*, Ali Al-Taie, membre important du *Democratic Solidarity Party of Al-Ahwaz*, ainsi que Morteza Esfandian pour le compte du *Democratic Party of Iranian Kurdistan*.

Le 3 juin 2006, une nouvelle réunion des mouvements ethniques et nationalistes en Iran s'était tenue à Washington, dans l'immeuble *Russell Senate Building*. Auraient assisté à cette réunion : le « Congrès Nationaliste Kurde », le Parti *Komaleh*, le « Parti du Peuple Baloutche », la « Mission démocratique d'Azerbaïdjan » (qui rappelle par son nom les républiques fantoches d'Azerbaïdjan et de Mahâbâd) et Mandana Zand Karimi-Ervin, représentante de l'Alliance des Femmes Iraniennes. On peut encore citer la présence emblématique à cette réunion de Rahim Shabbazi.

5. L'Azerbaïdjan, un pays au cœur de la problématique géopolitique régionale du Sud-Caucase

Ce n'est pas forcément un hasard si c'est dans ce pays que s'était déroulé en octobre 2005 un exercice militaire de grande envergure contre une « théocratie fictive ». Des pays riverains de la mer Noire et de la mer Caspienne – mais sans l'Iran ni la Russie – avaient participé pendant la deuxième semaine d'octobre 2005 en Azerbaïdjan, sous l'œil attentif des Américains, à un exercice destiné à contrer la « république pourpre » accusée de développer en secret l'arme nucléaire et de soutenir le terrorisme. La « *Conférence de non-prolifération dans les mers Noire et Caspienne* », organisée par les États-Unis, rassemblait pour trois jours à partir du 13 octobre 2005 des officiers de marine d'Azerbaïdjan, de Bulgarie³⁶, de la Géorgie – par ailleurs membres du groupe de GUAM³⁷ –, du Kazakhstan³⁸, de Moldavie, de Roumanie, de Turquie, du Turkménistan et d'Ukraine. Dans le scénario retenu, une « république pourpre », qui rappelait étrangement une République islamique voisine, se trouvait soupçonnée de soutenir des groupes terroristes et d'utiliser ses revenus pétroliers pour obtenir des armes atomiques par le biais d'un programme nucléaire prétendument pacifique. Les délégués à la « *Conférence de non-prolifération dans les mers Noire et Caspienne* » avaient tenu à faire savoir sans réellement convaincre que toute ressemblance avec un pays existant serait pure coïncidence.

36. Par ailleurs membre du *Blackseafor* (*Black Sea Naval Co-operation Task Group*) institué le 2 avril 2001 et regroupant, outre la Bulgarie, la Roumanie, la Russie, la Turquie, et l'Ukraine.

37. Le Groupe de GUAM comprend la Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Moldavie et a pour vocation déclarée de se pencher sur la sécurité énergétique du Caucase.

38. Par ailleurs membre de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), club régional qui permet notamment à Pékin de garder un œil sur l'Asie centrale et ses ressources stratégiques.

Mais les « manuels du joueur » distribués aux participants montraient plus de similitudes avec la réalité que les organisateurs ne voulaient bien le reconnaître. Les officiers présents à la conférence étaient en tous cas conviés à explorer « *de nouvelles façons de coopérer* » de manière à « *prévenir la prolifération des armes de destruction massive et d'autres sortes de trafics illicites par mer* », selon le manuel en question. « *Il est évident qu'il s'agit de l'Iran* », avait d'ailleurs reconnu un certain Azad Issazade, un expert militaire indépendant basé à Bakou.

Le fait est que la région de la mer Caspienne représente un intérêt stratégique pour les États-Unis en raison de ses réserves de pétrole, mais aussi pour des questions de sécurité³⁹. Washington ne se contente pas de mener des simulations dans la région riche en pétrole mais encourage l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan à renforcer leurs marines de façon à faire face aux « menaces transnationales » dans la région⁴⁰. Les États-Unis ont d'ores et déjà investi près de 30 millions de dollars pour moderniser la garde côtière azerbaïdjanaise, lui fournissant un nouveau système de radars, entraînant son personnel et réparant ses navires. Cela s'inscrit dans le cadre de l'Initiative américaine pour la sécurité de la mer Caspienne (*Caspian Guard Initiative*)⁴¹ engagée depuis 2003 par le Secrétaire à la Défense de l'époque, Donald Rumsfeld. Un effort qui ne s'est jamais démenti depuis. Au début de l'année 2005, le général James Jones, commandant de l'*USEUCOM* (Commandement opérationnel du théâtre européen) avait présenté un bilan, devant la Commission des forces armées du sénat américain, des progrès dans la mise en œuvre de ce programme⁴². Le Pentagone avait annoncé en août 2005 que 130 millions de dollars seraient alloués pour les six prochaines années au profit du projet⁴³. D'après ce programme, les États-Unis envisageaient de construire un centre de contrôle en Azerbaïdjan ainsi que des sites pour coordonner les opérations maritimes et aériennes, d'après un

39. Madiot Frank, « Washington utilise la Caspienne pour contrer l'Iran », *caucaz.com*, 14 octobre 2005, lien : <http://www.caucaz.com/home/depeches.php?idp=631> (consulté le 14 mai 2024).

40. Chaufour Célia, « Radars américains, bases russes, forces armées nationales : état des lieux militaire du Caucase du Sud », *caucaz.com*, 26 juin 2006, lien : http://www.caucaz.com/home/breve_contenu.php?id=368

41. Jafalian Annie, « Vers une militarisation de la Mer Caspienne ? Le projet de la CASFOR », *Notes de la FRF* (Fondation pour la Recherche Stratégique), 30 octobre 2005, 4 p., lien : <https://www.frstrategie.org/web/documents/publications/notes/2005/200508.pdf> (consulté le 14 mai 2024).

42. « USA plans to expand military presence in Azerbaïdjan close to Iran », *Alexander's Gas and Oil Connections*, 13 avril 2005, lien : <http://www.gasandoil.com/goc/news/ntm51989.htm>

43. Rizzo Russ, « Pentagon Aims to Bolster Security in Caspian Sea Region », *Stars and Stripes* (site internet), 10 août 2005, lien : <https://www.stripes.com/migration/pentagon-aims-to-bolster-security-in-caspian-sea-region-1.36759> (consulté le 14 mai 2024).

rapport de l'armée, en date du 10 août 2005, cité par le Colonel Scott Sweetser, coordinateur de l'initiative de la *Caspian Guard*.

Dans le cadre de la prévention contre la prolifération des armes de destruction massive dans la Caspienne, l'ancien ambassadeur des États-Unis en Azerbaïdjan, Reno Harnish⁴⁴, avait fait état le 12 octobre 2005, de la possible construction d'une station radar à Bakou⁴⁵. Finalement, ce sont deux stations radar qui ont été construites en 2006, l'une à Astara et l'autre à Khyzy, deux localités respectivement situées à 2 et 50 kilomètres des frontières avec l'Iran et la Russie. Et se trouvait même évoquée l'éventuelle reprise d'une troisième station radar, celle de Gabala, le bail de location russe étant censé arriver à expiration en 2012⁴⁶. Vladimir Poutine avait en effet présenté aux États-Unis une utilisation conjointe du radar de Gabala comme une alternative au déploiement des éléments de l'ABM (Bouclier anti-missile) américain en Europe aux frontières occidentales de la Russie. Cela signifiait que la Russie ne se sentait pas spécialement visée par les radars américains déjà opérationnels.

Les principales inquiétudes soulevées par cette installation de deux stations radar étaient logiquement venues de Téhéran où l'on considérait, avec la création d'une base aérienne à Herat en Afghanistan, et la présence de la base navale de la V^e Flotte de l'*US Navy* à Bahreïn, que cela serait susceptible de concrétiser la volonté américaine « d'encercler de la République islamique ». Officiellement, l'Iran feint de ne pas s'inquiéter outre mesure de ces deux radars américains sur le sol de l'Azerbaïdjan. Ainsi l'ambassadeur iranien à Bakou, Ashfar Suleimani avait-il déclaré lors d'une conférence de presse en 2006 : « Ces systèmes de radars sont du ressort d'affaires internes à l'Azerbaïdjan, qui ne visent pas d'autres pays »⁴⁷. Mais cela relevait largement d'une posture. D'autant que des rumeurs insistantes⁴⁸ faisaient encore état de la remise en état de fonctionnement de sept aérodromes (voire neuf

44. Il a achevé sa mission en avril 2006 et a eu comme successeur Anne E. Dersé.

45. "U.S.-Assisted Radar Built in Baku", *Interfax-AVN*, 14 octobre 2005.

46. François Renaud, « Azerbaïdjan : Les radars de la discorde », *caucaz.com* (site internet), 30 septembre 2005, lien : <http://www.caucaz.com/home/depeches.php?idp=576>

47. Chaufour Célia, « L'Iran dit ne pas être préoccupé par la présence de deux radars américains sur le sol azerbaïdjanais », *caucaz.com* (site internet), 7 février 2006, lien : <http://www.caucaz.com/home/depeches.php?idp=1101> (inaccessible, NDLR).

48. Chaufour Célia, « Faut-il s'attendre à l'installation d'une base militaire américaine en Azerbaïdjan ? », *caucaz.com* (site internet), 4 octobre 2005, lien : http://www.caucaz.com/home/breve_contenu.php?id=268

selon certaines sources) et même d'une éventuelle installation d'une base américaine sur le territoire de la République azérie⁴⁹.



Source : Todoua Zourab, « Azerbaïdjan. Les nationalistes azéris prêts à dépecer l'Iran », dans *Nezavissima Gazeta* (trad. par *Courrier International*, n° 893, 13-19 décembre 2007, p. 34⁵⁰).

Néanmoins, en Azerbaïdjan, les lois et les accords internationaux du pays rendaient cette installation peu vraisemblable de manière immédiate. En 2004, le Parlement avait voté une loi qui interdisait l'installation de bases militaires étrangères sur le territoire national. À la faveur de trois rencontres au sommet en Iran avec le président Mahmoud Ahmadinejad, échelonnées entre janvier 2005 et novembre 2005, le président Ilham Aliyev avait aussi signé un pacte de non-agression, document particulièrement important étant donné les tensions existant entre Washington et Téhéran sur le programme d'enrichissement nucléaire

49. « La base militaire américaine d'Ouzbekistan pourrait être déplacée en Azerbaïdjan », *caucaz.com* (site internet), 4 août 2005, lien : <http://www.caucaz.com/home/depeches.php?idp=424>

50. Lien : <https://www.courrierinternational.com/article/2007/12/13/les-nationalistes-azeris-pret-s-a-depecer-l-iran> (consulté le 6 mai 2024).

de l'Iran⁵¹. Cela renvoie à la période (1992-1993) que le Front populaire d'Azerbaïdjan (FPA) a passée au pouvoir sous la direction de l'ancien dissident Aboulfaz Eltchibey devenu, entre mai 1992 et mai 1993, le président éphémère de la république indépendante d'Azerbaïdjan après la dislocation de la défunte Union soviétique en décembre 1991. Une république d'Azerbaïdjan ayant conservé de son passé soviétique une culture laïque affichée ainsi que l'usage de l'alphabet cyrillique. En politique étrangère, ses déclarations sur l'unification de l'Azerbaïdjan avec l'« Azerbaïdjan du Sud » (*i.e.* iranien) et à la formation d'un « Grand Azerbaïdjan » ayant pour capitale Tabriz avaient provoqué une vive inquiétude à Téhéran. Il faut dire que les relations entre Téhéran et Bakou n'ont jamais été simples⁵². La méfiance avait culminé en juillet 2001 quand un navire iranien avait enjoint un navire de prospection pétrolière venu d'Azerbaïdjan de s'éloigner des « eaux territoriales » iraniennes. Depuis l'arrivée au pouvoir d'Aliyev père – Gaydar Aliyev qui fut président d'octobre 1993 à octobre 2003 – et d'Aliyev fils – Ilham Aliyev qui lui a succédé depuis le 31 octobre 2003 –, les choses se sont apaisées et Bakou s'efforce de développer une politique d'équilibre entre les grandes puissances russe, américaine, et dans une moindre mesure iranienne, en cherchant à éviter toute provocation mais en privilégiant l'alliance américaine. Soit dit en passant, la prééminence du système « familialiste » de pouvoir à Bakou, comme du reste dans bon nombre d'anciennes républiques soviétiques devenues indépendantes après 1991, montre que la variable « ethnique » azérie n'est pas toujours suffisante pour déterminer d'éventuels rapprochements avec des voisins culturellement proches. C'est ce qui permet de comprendre le « jeu personnel » mené par le « clan » Aliyev⁵³ et la distance qu'il entend garder vis-à-vis de Téhéran, conditionnée par des garanties étrangères comme des bases américaines.

51. Ismail Alman Mir, « Azerbaïdjan : oui ou non à des bases militaires américaines ? », *Le Courrier du Caucase : le portail francophone du Caucase*, 12 septembre 2005, lien : <http://caucase.courriers.info/article/0035.html>

52. Jusqu'à la conquête par l'Empire tsariste au XIX^e siècle, le territoire actuel de la République d'Azerbaïdjan a fait partie intégrante de l'Iran impérial, lequel a ensuite dû au XX^e siècle faire face à plusieurs révoltes nationalistes d'envergure dans les régions azéries demeurées sous sa tutelle : ce fut d'abord la révolte de Sattar Khan (1908-1909) ; puis celle de Kheyabani (1920) ; celle de Pischevari (1945-1946) ; enfin celle de Shariat Madari (1979-1980).

53. Helly Damien, « Le paysage politique du nouvel Azerbaïdjan indépendant », *CEMOTI (Cahiers d'Études sur la Méditerranée Orientale et le Monde Turco-Iranien)*, N° 26, 1998, lien : <http://cemoti.revues.org/305> (consulté le 16 mai 2024). Vr. également : Avioustkii Viatcheslav, « Les clans en Azerbaïdjan », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 1063, 2007, pp. 67-79. Voir Encore : Avioustkii Viatcheslav, « Les clans dans la vie politique en Azerbaïdjan », *Note d'Actualité*, n° 93, sur *CF2R.fr* (site internet), juillet 2007, lien : <https://cf2r.org/actualite/les-clans-dans-la-vie-politique-en-azerbaïdjan/> (consulté le 16 mai 2024).

Toujours est-il, la difficulté relative à l'installation de bases américaines pourrait d'ailleurs être contournée avec la mise en place d'une « force mobile » temporaire. Sans donner ses sources, l'Agence de presse officielle *APA* signalait qu'alors qu'une force similaire à celle présente sur l'ancienne base américaine de Karshi-Khanabad (K2) en Ouzbékistan⁵⁴ n'était pas envisageable en Azerbaïdjan, une « structure » sans but défini pourrait néanmoins à terme voir le jour pour défendre les intérêts stratégiques divers de Washington, et protéger en particulier le *pipeline* principal dit BTC (Bakou-Tbilissi-Ceyhan)⁵⁵. Il faut rappeler l'importance stratégique de ce *pipeline* au départ de Bakou, destiné à contourner la « route russe » préexistante. Ce projet a pu être présenté comme le « projet du siècle », pièce-maîtresse d'un nouveau « Grand jeu » en Asie centrale. Dans un article publié au printemps 1997, l'ancien Secrétaire d'État à la Défense, Caspar Weinberger écrivait déjà : « *Si Moscou réussit (à dominer la Caspienne), cette victoire pourrait être plus importante que, pour l'Ouest, l'élargissement de l'OTAN.* »⁵⁶ En août 1997, la CIA avait eu un entretien avec la Secrétaire d'État Madeleine Albright et d'autres responsables du Département d'État au sujet du pétrole de la Caspienne. Prendre en charge l'avenir de cette région sera « *l'une de nos tâches les plus passionnantes* »⁵⁷, aurait-elle alors déclaré après les avoir écoutés. Les États-Unis décrétèrent alors en tout cas le Caucase « *zone d'intérêts stratégiques américains* ». C'est dans cette configuration que le problème du tracé de l'oléoduc devait prendre toute son acuité. Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller pour la Sécurité nationale du président Jimmy Carter, et devenu par la suite éminence grise du *Lobby* pétrolier, estimait que les régions de la Caspienne et de l'Asie centrale avaient vocation à devenir le « *nouvel axe du monde* »⁵⁸. Devenu conseiller de la BP (*British Petroleum*) durant la présidence Clinton⁵⁹, il avait poussé instamment Washington à le soutenir en dépit de son

54. Elle a été fermée le 22 novembre 2005 dans le prolongement d'une demande effectuée par les autorités d'Ouzbékistan après des critiques américaines formulées à propos de la répression d'Andijan qui avait fait plusieurs centaines de victimes en mai 2005.

55. Ce *Pipeline* a été achevé en mai 2005 et il a été officiellement inauguré le 13 juillet 2006.

56. Weinberger Caspar, « Caspian Access is Crucial for the West », *Opinion, International Herald Tribune*, 10 mai 1997.

57. Namaev Chamsoudine, « Le pétrole de la Caspienne au cœur de tous les conflits », *Kommersant-Vlast*, Traduit dans *Courrier International*, n° 468, Semaine 21-27 octobre 1999, p. 44, lien : <https://www.courrierinternational.com/article/1999/10/21/le-petrole-de-la-caspienne-au-coeur-de-tous-les-conflits> (consulté le 16 mai 2024).

58. Brzezinski Zbigniew, *Le Grand échiquier*, Paris, Bayard, 1997, 275 p.

59. Il est intéressant de relever que Zbigniew Brzezinski siège par ailleurs à la Chambre de commerce États-Unis-Azerbaïdjan (*USACC*) dont le président, Tim Cejka, n'est autre que le président d'*Exxon-Mobil Exploration*. D'autres éminentes personnalités américaines également : c'est le cas de Henry

coût prohibitif⁶⁰. C'est encore lui qui, sur ordre de Bill Clinton, avait rencontré officieusement feu le président Heydar (ou Gaydar) Aliyev à Bakou pour négocier le tracé de nouvelles routes indépendantes de *pipelines* depuis Bakou *via* l'inclusion du *pipeline* BTC alors à venir⁶¹. C'est encore dans ce cadre que s'inscrivent les efforts américains d'implantation militaire dans le Caucase et en Asie centrale⁶².

Faute de pouvoir installer une base américaine en tant que telle, Washington avait donc développé le projet d'une « force mobile » déjà programmée pour l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan. De fait, selon certaines sources, pour ne parler que de la république du Caucase, il aurait même été envisagé que plus de 2 000 militaires américains pussent être stationnés en permanence sur le territoire azerbaïdjanais. Le Pentagone aurait également envisagé d'armer intensivement l'Azerbaïdjan selon le rapport du Centre pour l'Information de la défense : « *Les États-Unis emploient les ventes d'armes comme récompense pour ses alliés dans la guerre contre le terrorisme* » indiquait alors le rapport susmentionné. Il était également spécifié que l'Azerbaïdjan aurait déjà bénéficié de plus de 27 millions de dollars d'aide militaire de Washington sur les cinq premières années de la décennie 2000⁶³.

Est-ce un hasard si, dans une déclaration faite lors d'une conférence de presse le 30 mars 2007 en Géorgie, le sous-secrétaire d'État américain Matthew Bryza⁶⁴ expliquait que « *les États-Unis espéraient vivement obtenir la permission d'utiliser les*

Kissinger – mort centenaire le 29 novembre 2023 – et de James Baker III, tous deux anciens Secrétaires d'État ainsi que de Brent Scowcroft, ancien Conseiller à la Sécurité nationale de George H. Bush. C'était enfin le cas de Dick Cheney avant qu'il ne devienne vice-président aux côtés de Bush fils.

60. En octobre 1998, les compagnies américaines engagées dans le projet se plaignirent auprès de l'Administration américaine : face à l'adjoint du président Clinton chargé de la Sécurité nationale, Strobe Talbott, elles refusèrent de financer la construction du tronçon Tbilissi-Ceyhan de l'oléoduc alors que les prix du pétrole ne faisaient à l'époque que baisser. Il fallut que l'Administration américaine mette tout son poids dans la balance pour faire prévaloir ses vœux.

61. Engdahl F. William, « Géopolitique et 'révolutions des couleurs' : l'importance stratégique du *pipeline* de Bakou », *Horizons et débats*, octobre 2005.

62. Zarifian Julien (éd.), *Revue Eurorient*, n° 39 : *Les États-Unis en Eurasie de Bill Clinton à Barack Obama Le leadership américain à l'épreuve*, Paris, L'Harmattan, 2012, 184 p. Vr. également : Zarifian Julien, *Les États-Unis au Sud-Caucase Post-soviétique (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie)*, Paris, L'Harmattan, 2012, 272 p.

63. Ter-Markossian Alen, « La militarisation du Sud Caucase », *Caucase Sud*, 13 octobre 2007, lien : <http://caucase.over-blog.com> (consulté le 16 mai 2024).

64. Matthew Bryza était depuis juin 2005 sous-secrétaire d'État-adjoint pour les affaires européennes et asiatiques avant d'être nommé en mai 2010 ambassadeur à Bakou. Il a occupé, de 1998 à 2001, le poste d'adjoint du conseiller spécial du Président et du Secrétaire d'État sur les enjeux diplomatico-énergétiques du Bassin de la Mer Caspienne et celui de co-président américain du Groupe de Minsk de l'OSCE en charge des pourparlers de paix du Haut-Karabagh. Il a succédé en mai 2010 à

aérodromes en Azerbaïdjan en cas d'opérations militaires » contre un pays tiers. Pour toute réponse, le ministre de la Défense azerbaïdjanais avait pris soin de préciser lors d'une interview faite par la *BBC* en date du 5 avril 2007 que « *le territoire de l'Azerbaïdjan ne pourra être utilisé par un quelconque pays pour des opérations militaires contre les pays voisins [dont l'Iran]* ». L'Azerbaïdjan a profité de son statut de membre au sommet du 16 octobre 2007 réunissant l'ensemble des pays du pourtour de la Caspienne dont l'Iran, la Russie, le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan et le Turkménistan, pour joindre sa voix à une déclaration unanime des pays participants, qui avaient ostensiblement déclaré qu'en aucune circonstance, « [ils ne permettraient l'utilisation de leurs] *territoires par des pays tiers pour lancer une agression ou quelque autre intervention militaire contre l'un ou l'autre des pays membres* ».

Cette déclaration intervenait sur fond de menaces d'intervention militaire américaine contre l'Iran. Et dans cette configuration, la situation de l'Azerbaïdjan demeurait particulièrement inconfortable. Le fait est que l'Iran a toujours suivi de très près la situation de son pays voisin. Trop peut-être selon certaines rumeurs qui vont jusqu'à évoquer la responsabilité des services secrets de Téhéran dans une tentative avortée de coup d'État, en date du 30 janvier 2007, attribuée à un groupe islamique radical. Les membres de ce groupe ont été condamnés – notamment leur chef supposé, un certain Saïd Dadachbèili – à de lourdes peines de prison le 10 décembre 2007. Selon Bakou, deux membres de ce groupe auraient rencontré à plusieurs reprises en Iran des agents du VEVAK, c'est-à-dire les services de renseignement iraniens, où ils auraient reçu une formation, de l'équipement ainsi que 10 000 dollars pour financer leur tentative de coup d'État.

Les accusations d'ingérence iranienne avaient ressurgi l'année suivante lorsque fut démantelé en 2008 un réseau suspecté de préparer des attentats dans le pays. Le 27 mai 2009, débutait d'ailleurs à Bakou un procès pour préparation d'attaques terroristes spécifiquement dirigées contre l'ambassade d'Israël. Deux Libanais et quatre Azerbaïdjanais se retrouvèrent sur le banc des accusés dans un tribunal de la capitale. Leurs complices se seraient enfuis vers l'Iran lors de la découverte du réseau en février 2008⁶⁵. Le procès, qui s'était ouvert le 27 mai, devait se dérouler à huis clos avant d'être momentanément suspendu jusqu'au 10 juin suivant. « *Selon l'acte d'accusation, les citoyens libanais (...) sont arrivés en Azerbaïdjan pour commettre des actes de terrorisme* », avait expliqué le porte-parole de la juridiction, soulignant que

l'ancienne ambassadrice, Anne Derse, qui avait quitté Bakou pour Vilnius le 4 juillet 2009, laissant le poste à pourvoir de manière inhabituellement longue, signe de son caractère stratégique s'il en est.

65. C'est peut-être à l'aune de cette tension bilatérale qu'il convient d'interpréter la visite du ministre azerbaïdjanais de la Défense à Téhéran en Iran en février 2008.

ces suspects avaient des « liens » avec le mouvement radical libanais *Hezbollah* et même le réseau terroriste *Al-Qaïda*, ce qui paraît pour le moins paradoxal. Les deux Libanais auraient reçu l'ordre de recruter des Azerbaïdjanais et de préparer une attaque contre les ambassades d'Israël mais aussi des États-Unis, ainsi que contre le radar de Gabala, la station stratégique de détection de missiles utilisée par les Russes dans le Nord de l'Azerbaïdjan, avait précisé le porte-parole. Enfin, pour ne rien simplifier, les deux hommes, dénommés Ali Karaki et Ali Najmeddine d'après l'acte d'accusation, seraient soupçonnés d'entretenir des liens avec les *Pasdarans* (« Gardiens de la Révolution »), le corps d'élite du régime iranien, avait-il ajouté. « Ils sont arrivés en Azerbaïdjan par l'Iran avec l'aide de la Sepah pour traverser la frontière », avait-il poursuivi, en utilisant à dessein la dénomination en farsi des Gardiens de la Révolution. Deux des suspects azerbaïdjanais avaient, après leur interpellation, donné des informations qui auraient conduit à l'arrestation des quatre autres membres du groupe, selon la même source.

Le quotidien *Los Angeles Times* avait cité dans son édition du week-end des responsables israéliens et occidentaux affirmant, sous couvert d'anonymat, que les attentats prévus s'inscrivaient dans le cadre des efforts déployés par le *Hezbollah* et l'Iran pour atteindre des cibles israéliennes à l'étranger. Les suspects avaient été arrêtés en mai 2008 après avoir effectué au début de la même année des voyages entre Bakou, l'Iran et le Liban, selon des sources citées par le quotidien américain. Ils avaient prévu de faire exploser simultanément quatre voitures piégées autour de l'ambassade d'Israël, située dans une tour abritant d'autres ambassades et des bureaux de sociétés étrangères, selon le journal. D'autres suspects ayant participé à ce projet, incluant des Libanais, des Iraniens et des Azerbaïdjanais, se seraient réfugiés en Iran lorsque la police avait commencé à interpellier des membres du groupe, poursuit le quotidien. Cette opération se serait présentée comme une mesure de représailles du *Hezbollah* après l'assassinat le 12 février 2008, à Damas, d'Imad Moughnieh, chef militaire du mouvement, tué dans un attentat à la voiture piégée que le mouvement iranien avait attribué au *Mossad* israélien.

Les manipulations de toutes sortes sont le fait des divers acteurs en présence. Comme le souligne Zbigniew Brzezinski dans son livre intitulé *Le vrai choix* : « La région demeure [...] le point de rencontre et de confrontation entre la Russie, l'Iran et la Turquie. À ces frictions traditionnelles (ethniques, religieuses) est venue s'ajouter, depuis le début de l'ère post-soviétique, la compétition vigoureuse pour la répartition des ressources en énergie de la mer Caspienne. À terme, il est par ailleurs probable que la très importante population azérie voudra obtenir la réunification de son territoire

avec l'Azerbaïdjan indépendant et relativement prospère, allumant un nouveau foyer d'incendie dans la région. »⁶⁶

Signe d'une tension inédite – sur fond de rumeur récurrente et non confirmée par la suite des événements – d'éventuels bombardements des installations nucléaires iraniennes⁶⁷, Téhéran avait décrété fin juin 2010 la mobilisation générale dans le Nord-Ouest du pays à la frontière commune avec l'Azerbaïdjan, pour s'opposer, selon les dires iraniens, aux forces américaines et israéliennes qui auraient alors été déployées à sa frontière Nord. Téhéran s'inquiétait notamment des bases de l'OTAN installées depuis janvier 1999. Depuis 2008 et la signature de contrats d'armement israélien de plusieurs centaines de millions de dollars, cet ancien satellite soviétique était passé sous influence occidentale. Israël disposerait ainsi de facilités dans ce pays limitrophe de l'Iran lui permettant d'avoir un « œil électronique »⁶⁸ permanent sur tout ce qu'il s'y passait. Des indiscretions israéliennes évoqueraient même des avions militaires israéliens s'entraînant dans l'espace aérien de l'Azerbaïdjan pour tester la réaction des systèmes de défense iraniens. Le Brigadier-Général Mehdi Moini avait annoncé le 22 juin 2010 qu'il avait pris ces mesures pour contrer « une attaque de forces conjointes américaines et israéliennes basées en Azerbaïdjan, qui se prépareraient à lancer une offensive contre des installations nucléaires sur le territoire iranien ». Les services de renseignement iraniens avaient laissé entendre qu'Israël aurait transféré vers l'Azerbaïdjan, *via* la Géorgie – autre État pro-occidental dans la région de la Caspienne –, plusieurs escadrilles de bombardiers tandis que des troupes spéciales américaines seraient venues s'installer à la frontière dans

66. Brzezinski Zbigniew, *Le vrai choix*, Paris, éd. Odile Jacob, 2004, p. 135 (trad. de *The Choice. Global domination or Global Leadership*, New York, Basic Books, 1997, 242 p.).

67. Esslemont Tom, « Azerbaijan-Iran tension increasing », *BBC Online*, 14 février 2010, lien : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/8515588.stm> (consulté le 16 mai 2024).

68. L'Azerbaïdjan et Israël entretiendraient une coopération très vaste visant à écarter la menace posée par l'Iran. « Le Mossad fait tout ce qui est en son pouvoir pour protéger l'Azerbaïdjan contre les menaces posées par [la République islamique d'Iran]. » Le quotidien azéri *Yeni Musavat* rapporte les propos d'Alexander Morinson, analyste politique de l'Institut pour les études du Moyen-Orient à l'Université de Washington. Ce dernier a souligné ce qu'il appelle « une vaste coopération secrète et manifeste préventive en matière de sécurité, de renseignement et les zones militaires entre l'Azerbaïdjan et les services de renseignement israéliens pour contrer l'influence iranienne » dans l'ancienne république soviétique. Morinson a notamment évoqué l'installation d'un « équipement d'espionnage par satellite hautement perfectionné sur le sol azerbaïdjanais, les écoutes téléphoniques des centres dans les régions frontalières, les centres d'écoute de la mer Caspienne et la formation continue des services de renseignement azéris et des agents de sécurité en Israël » comme des exemples de cette collaboration. Dans le cadre d'un accord bilatéral, le Mossad aurait également assumé la responsabilité de la sécurité du président azerbaïdjanais Ilham Aliyev lors de ses visites à l'étranger. Vr. : « Israel protects Azerbaijan from Iran », lien : <http://www.presstv.ir/detail.aspx?id=62432>

l'intention, selon Téhéran, d'aider à une éventuelle frappe militaire⁶⁹. Une présence physique israélienne à la frontière entre l'Iran et l'Azerbaïdjan n'avait jamais été reconnue officiellement, mais les services de renseignement occidentaux attestaient de l'augmentation du nombre de « *conseillers techniques militaires juifs* »⁷⁰.

D'ailleurs, en février 2012, le ministère des Affaires étrangères iranien avait décidé de convoquer l'ambassadeur d'Azerbaïdjan, Javanshir Akhundov, pour lui remettre une note de protestation et demander – vainement – à son gouvernement d'empêcher le *Mossad* d'utiliser son territoire pour lancer des opérations contre l'Iran, notamment l'élimination de scientifiques nucléaires iraniens transitant en Azerbaïdjan.

Aussi n'est-il pas nécessairement surprenant que Téhéran, de son côté, ait fait montre d'un activisme volontiers déstabilisateur chez son ambigu voisin. Ainsi le 14 mars 2013, Bakou avait-il annoncé avoir déjoué des attentats que préparait Téhéran contre les ambassades d'Israël et des États-Unis dans la capitale, et arrêté 22 personnes soupçonnées d'avoir été recrutées et formées par l'Iran. Les 22 personnes arrêtées de citoyenneté azerbaïdjanaise avaient été accusées d'avoir été en relation avec les *Pasdarans* iraniens (« Gardiens de la Révolution »). Les personnes arrêtées auraient été recrutées par l'Iran à partir de 1999 et ont été entraînées dans des camps militaires près de Téhéran et de Keredj, près de la capitale, selon le ministère de la Sécurité nationale d'Azerbaïdjan. Des instructeurs iraniens leur auraient appris le maniement des armes, des explosifs, ainsi que les méthodes d'infiltration dans des bâtiments gardés. Les suspects auraient notamment transmis à l'Iran les adresses précises des ambassades et des organisations étrangères ainsi que celles de compagnies dont le siège de BP-Azerbaïdjan, la filiale du groupe pétrolier britannique dans ce pays du Caucase riche en hydrocarbures. Des armes, des munitions, des explosifs et du matériel d'espionnage auraient été découverts lors de leur arrestation. La télévision d'État d'Azerbaïdjan *AzTV*, citant le ministère de la Sécurité nationale, avait déjà annoncé, le 21 février précédent, l'arrestation de personnes

69. En 2012, Bakou a commandé à Tel Aviv l'équivalent de 1,5 milliard de dollars d'armements. Et une rumeur fait état d'un accord qui aurait été conclu pour permettre aux avions israéliens d'utiliser les bases azéries le cas échéant.

70. Benillouche Jacques, « Américains, Israéliens et Iraniens se font face à la frontière de l'Azerbaïdjan », *Slate.fr* (site internet), 27 juin 2010, lien : <http://www.slate.fr/story/23705/israeliens-iraniens-azerbaïdjan-avions-chasse-gardiens-revolution> (consulté le 14 mai 2024). Vr. également : Makinsky Michel (éd.), Vinatier Laurent (éd.), « Azerbaïdjan-Israel : des intérêts bien compris », *L'Azerbaïdjan au centre d'enjeux globaux*, Revue *Euroorient*, n° 28, Paris, l'Harmattan, 2008, pp. 97-128, lien : https://www.editions-harmattan.fr/livre-l_azerbaïdjan_au_centre_d_enjeux_globaux-9782296065734-27118.html (consulté le 14 mai 2024).

soupçonnées d'entretenir des liens avec les services de renseignement iraniens et le *Hezbollah*, mouvement libanais soutenu par Téhéran.

Les relations entre Bakou et Téhéran étaient donc des plus tendues et renforcées par un supposé soutien de Bakou au sécessionnisme azéri iranien qui passerait par un référendum. L'ANRO estimait que la solution la plus appropriée à la question nationale en Azerbaïdjan du Sud consistait à faire valoir le droit à l'autodétermination par le biais d'un référendum équitable surveillé par l'ONU. Par conséquent, l'ANRO travaillait sur une plate-forme globale pour qu'un tel référendum soit organisé en Azerbaïdjan du Sud. Ainsi, le 12 décembre 2012 également, l'ANRO, avec huit autres organisations politiques de l'Azerbaïdjan du Sud, a adressé une lettre au secrétaire général de l'ONU, Ban Ki Moon, demandant à l'ONU de soutenir un référendum d'autodétermination en Azerbaïdjan du Sud. La lettre avait été adressée en particulier le 12 décembre car cette date (21^e Azer selon le calendrier iranien) était celle de la fondation du gouvernement national d'Azerbaïdjan (1945-46), qui avait été écrasé par l'armée iranienne.

La lettre adressée au secrétaire général de l'ONU explicitait les revendications : *« Plus de 30 millions de Turcs d'Azerbaïdjan du Sud en Iran mènent une lutte pour la liberté nationale pour leurs droits démocratiques nationaux. Les organisations politiques de l'Azerbaïdjan du Sud demandent la tenue d'un référendum sur les droits économiques, sociaux et civils acceptés en référence au « Pacte international relatif aux droits civils et politiques » adopté et ouvert à la signature, à la ratification et à l'adhésion par l'Assemblée générale des Nations unies dans sa résolution 2200 A (XXI) du 16 décembre 1966, dans le cadre d'un pacte international, sous la supervision de l'ONU, par la participation des Turcs azerbaïdjanais à les terres historiques de l'Azerbaïdjan du Sud et nous espérons relancer cette question pour les gouvernements membres de l'ONU. »* Outre la revendication du droit à l'autodétermination nationale des Turcs du Sud de l'Azerbaïdjan, l'ANRO visait également à mettre fin à la séparation des terres historiques azerbaïdjanaises, divisées en parties Nord et Sud⁷¹.

Lors d'une intervention le 10 janvier 2014 à Washington, le porte-parole de l'ANRO/AMDT, Babek Chalabiyani déclarait : *« En général, aucun des partis politiques ne conteste l'objectif initial du mouvement, qui est de protéger l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan du sud (iranien) et de garantir l'autodétermination des Azerbaïdjanais du Sud. »* Et d'insister sur le fait que le mouvement demeurait dans une *« lutte civile et non-violente »*, dont l'objectif principal demeure *« la protection*

71. "Azerbaijan National Resistance Organization (ANRO); A Brief Introduction", Araz News, *op. cit.*

de l'intégrité territoriale historique de l'Azerbaïdjan et l'obtention du droit à l'auto-détermination nationale ». Les « Turcs azerbaïdjanais » d'Iran se verraient refuser le droit à l'éducation dans leur langue maternelle et leur région souffre de pauvreté et de chômage, tandis que les ressources naturelles de la région seraient « pillées » par le gouvernement iranien, avait ainsi affirmé Babek Chalabiyani. Les militants se plaignaient du fait que les Azéris iraniens – comme les Kurdes et d'autres minorités ethniques – n'avaient pas la liberté d'utiliser leurs noms ethniques pour désigner leurs enfants et leurs entreprises, et que leurs régions se trouvaient négligées lorsqu'il s'agissait d'investissements gouvernementaux. Babek Chalabiyani avait déclaré que les États-Unis et d'autres pays – tels que la Turquie et l'Azerbaïdjan – n'avaient toujours pas réussi à défendre les droits des Azéris iraniens, qui avaient été les seuls à résister à un processus de « *persianisation* » de plusieurs décennies par l'Iran. Karim Asghari, responsable des relations étrangères de l'ANRO, s'était plaint que la Turquie et l'Azerbaïdjan n'avaient pas réussi à soutenir les Azéris iraniens, malgré une langue et une culture communes, en raison de leurs propres problèmes internes. « *Il est difficile pour les pays comme la République d'Azerbaïdjan et la Turquie, de soutenir la cause et les revendications du sud de l'Azerbaïdjan* », avait-il déclaré, ajoutant que la Russie était également opposée à la cessation de l'Azerbaïdjan iranien en raison de ses propres intérêts nationaux. « *Les mouvements nationalistes récents en Azerbaïdjan sont plutôt nouveaux et leur rythme s'est accéléré après la chute de l'Union soviétique* », avait encore déclaré Karim Asghari. Il avait précisé que le mouvement visait une indépendance complète de l'Iran. Il avait déploré que les médias occidentaux n'aient pas suffisamment couvert les souffrances des Azéris en Iran. « *L'une des raisons est l'Iran lui-même, car c'est un pays fermé et les informations peu pertinentes sur l'Azerbaïdjan n'attirent pas l'attention de l'Occident.* » Et de poursuivre : « *Un Azerbaïdjan indépendant cédant à l'Iran changera tout le paysage politique et les calculs de la région, ce qui pourrait ne pas être dans l'intérêt de puissances comme les États-Unis.* » Mahboub Amrahy, membre du Front de libération nationale de l'Azerbaïdjan du Sud (GAMAC) et représentant d'Ankara de la chaîne américaine GUNAZ TV, avait encore déclaré à Rudaw que le gouvernement iranien pratiquait une grave discrimination à l'égard de toutes les minorités ethniques : « *Le régime iranien est un régime fasciste parce que les Turcs, les Kurdes ou les Arabes ne peuvent pas entrer dans le système (politique) avec leur identité, mais un Persan a non seulement droit à tous les droits, mais peut même prétendre être nationaliste.* »⁷²

72. « Azeri Movement Argues for Independence From Iran », Rudaw, 10 janvier 2014, lien : <https://www.rudaw.net/english/middleeast/iran/10012014> (consulté le 16 mai 2024).

Le porte-parole de l'ANRO s'était adressé le 3 février 2017 au nouveau président américain de l'époque Donald Trump, en ces termes :

« Cher monsieur le président,

Tout d'abord, je voudrais vous féliciter d'être devenu le 45ème président des États-Unis d'Amérique.

En tant que porte-parole du Mouvement de résistance nationale d'Azerbaïdjan (ANRO), une organisation engagée à représenter les Turcs azerbaïdjanais de souche dans leur lutte pour l'indépendance face à l'occupation de l'Iran, je voudrais informer Votre Excellence que le régime iranien a occupé notre patrie par la force et la brutalité. En fait, nous, peuple de l'Azerbaïdjan du Sud, croyons fermement que "l'Azerbaïdjan du Sud" n'est pas l'Iran.

Depuis des années, nous luttons pacifiquement pour atteindre la liberté et la libération ultime de la domination et de l'oppression du régime iranien. Par conséquent, au cours des dernières décennies, de nombreux militants d'Azerbaïdjan du Sud ont été contraints de quitter leur pays et ont cherché refuge dans les pays européens et en Amérique.

Votre récent décret sur l'interdiction de voyager dans 7 pays affectera également la situation des activités de l'Azerbaïdjan du Sud.

Au nom de l'Organisation de la Résistance nationale d'Azerbaïdjan (ANRO), nous vous exhortons sincèrement à séparer le peuple azerbaïdjanais du Sud du régime loyaliste iranien.

J'ai joint quelques documents qui serviront de guide pour le Mouvement national azerbaïdjanais en Iran et notre organisation. Nous attendons avec impatience l'opportunité de nous rencontrer, de discuter plus en détail de l'Iran et de notre mouvement et, espérons-le, d'établir un canal significatif de communication et de coopération.

Très respectueusement ».

Babek Chalabiyani,
Porte-parole de l'Organisation de la Résistance nationale
d'Azerbaïdjan (ANRO)⁷³.

Le président Donald Trump n'avait pas jugé bon de donner suite à ces requêtes en dépit de sa politique de « *pression maximale* » mise sur Téhéran et de son soutien

73. « South Azerbaijan is not Iran and should be treated separately to regime, says resistance head », *webarchive.org* (The Arab Struggle Movement for the Liberation of Al-Ahwaz) et *Iraninternational*, 3 février 2017, lien : https://web.archive.org/web/20170908015721/http://ahwazna.net/en-523_Ahwazna_South_Azerbaijan_is_not_Iran_should_be_treated_separately_to_.html (consulté le 16 mai 2024).

à Israël, sans doute en partie du fait de relations dégradées avec le président turc Recep Tayyip Erdogan depuis la fin des années 2010. Un président qui a établi des liens de sécurité étroits entre l'Azerbaïdjan et la Turquie, liens perçus négativement par l'Iran. Les relations entre Bakou et Ankara sont fortes depuis l'indépendance de l'Azerbaïdjan en 1991. Sur le plan linguistique, les Azéris parlent turc et entretiennent des liens historiques et culturels très étroits avec la Turquie. Les turcophones d'Iran s'appellent généralement *Turki* et sont plus généralement appelés *Azéris*. Leur langue partage la grammaire et le vocabulaire avec le turc et présente une affinité encore plus étroite avec la langue turque parlée en Azerbaïdjan. La Turquie, l'un des alliés les plus proches de l'Azerbaïdjan dans la région, a également joué un rôle déterminant dans le succès de l'Azerbaïdjan dans le conflit du Haut-Karabakh en 2020.

L'Iran avait proposé une médiation. Mais les autorités iraniennes s'étaient trouvées confrontées au défi de garantir simultanément aux religieux musulmans chiites que l'Iran ne soutient pas l'Arménie chrétienne contre l'Azerbaïdjan chiite et d'éviter de favoriser un virtuel séparatisme dans le Nord-Ouest de l'Iran, où les sentiments montaient au sein de l'ethnie Azérie qui constitue la majorité de la population. Mais trouver un équilibre était devenu plus difficile à mesure que les combats entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan se poursuivaient. Le 1er octobre 2020, les représentants du guide suprême Ali Khameneï dans les provinces du Nord-Ouest de l'Iran avaient publié une déclaration qualifiant la décision de l'Azerbaïdjan de reprendre le Haut-Karabakh de « *absolument légale, sanctionnée par [la charia islamique]* », et [visant] à la mise en œuvre de quatre Conseils de sécurité de l'ONU. Les signataires – y compris les représentants de Khameneï dans les provinces de l'Est et de l'Ouest de l'Azerbaïdjan, d'Ardabil et de Zanzan – avaient souligné qu'ils avaient le devoir de soutenir et de défendre « *les opprimés* », conformément selon eux aux enseignements coraniques et aux croyances révolutionnaires islamiques. Qualifiant les victimes azerbaïdjanaises de la guerre de « *martyrs* », le communiqué soulignait le soutien constant de l'Iran à l'intégrité territoriale de la République d'Azerbaïdjan. « *L'occupation de l'Azerbaïdjan [par l'Arménie] se serait étendue à Bakou [la capitale azerbaïdjanaise] sans le soutien de la République islamique lors de la première occupation du Karabakh* », avaient-ils déclaré, faisant référence à l'intervention de l'Arménie au début des années 1990 après l'effondrement de l'Union soviétique. Le soutien à l'islam chiite constitue le principal moteur de la sympathie de l'*establishment* religieux iranien envers la République d'Azerbaïdjan. Pour les religieux, les liens ethniques et linguistiques entre les Azéris iraniens et les Azerbaïdjanais sont largement hors de propos. Mais les sentiments nationalistes turcs dans les régions du Nord-Ouest de l'Iran ne reposent pas sur de fortes affinités religieuses mais sur une identification ethnique et

linguistique avec d'autres peuples turcophones, notamment les Azerbaïdjanais. Alors que les Azerbaïdjanais sont majoritairement chiïtes, les autres « Turcs », y compris ceux de Turquie, sont pour la plupart sunnites. Les groupes séparatistes, qui appellent les régions du Nord-Ouest de l'Iran « l'Azerbaïdjan du Sud », avaient ainsi lancé de fortes campagnes médiatiques et sociales en soutien à la République d'Azerbaïdjan dès que les combats avaient éclaté [le 27 septembre 2020]. *Araz News*, le site Internet de l'Organisation de résistance nationale d'Azerbaïdjan (ANRO), avait publié [30 septembre 2020] une déclaration d'un « certain nombre de militants nationalistes de l'Azerbaïdjan du Sud » appelant les Azéris d'Iran à marcher en soutien à « l'Azerbaïdjan du Nord » dans plusieurs villes [le 1^{er} octobre] après-midi. Ils avaient exigé que l'Iran renonçât à aider l'Arménie en tant qu'occupant et offrit au contraire un soutien plus actif à l'Azerbaïdjan en coupant les routes de transit vers l'Arménie via l'Iran⁷⁴.

Cette relation continue avec l'Arménie avait, de fait, aggravé les relations déjà délicates de l'Iran avec l'Azerbaïdjan et ajouté une nouvelle couche de complication à leurs relations bilatérales. De manière moins connue, Téhéran s'inquiétait également de l'implication croissante de son voisin pakistanais dans la région. Le Pakistan a soutenu l'Azerbaïdjan sur la question du Haut-Karabagh. Le Pakistan participe également à la coopération en matière de défense et à des exercices militaires comme celui baptisé « Les trois frères 2021 » (12-21 septembre 2021). À partir du 12 septembre 2021, l'Azerbaïdjan avait en effet organisé des exercices militaires conjoints avec la Turquie et le Pakistan, une initiative considérée comme une provocation par Téhéran. Lors de la cérémonie d'ouverture de ces exercices, le lieutenant-général Hikmat Mirzayev, commandant des forces spéciales de l'Azerbaïdjan, avait d'ailleurs reconnu le soutien de la Turquie et du Pakistan à l'Azerbaïdjan lors des 44 jours de guerre contre l'Arménie⁷⁵. Ces engagements géostratégiques ont amplifié les tensions à Téhéran concernant ses relations avec l'Azerbaïdjan. Mais la préoccupation la plus importante de l'Iran concerne peut-être les relations croissantes entre l'Azerbaïdjan et Israël. L'Iran accuse depuis longtemps l'Azerbaïdjan d'offrir des opportunités aux activités d'espionnage israélien visant à affaiblir sa

74. Sinaee Maryam, "Iran's Neutrality Under Strain As Ethnic And Religious Sympathy Builds For Azerbaijan", *iranintl.com* (site internet), 1^{er} octobre 2020, lien : <https://old.iranintl.com/en/world/iran%E2%80%99s-neutrality-under-strain-ethnic-and-religious-sympathy-builds-azerbaijan> (consulté le 16 mai 2024).

75. « Iran-Azerbaïdjan : que se cache-t-il derrière les dernières tensions ? », *Middle East Eye*, 14 octobre 2021, lien : <https://www.middleeasteye.net/fr/decryptages/iran-azerbaïdjan-tensions-militaires-sud-caucase-haut-karabakh-israel-turquie> (consulté le 16 mai 2024).

position régionale et son programme nucléaire. L'Azerbaïdjan a renforcé ses relations bilatérales avec Israël, principalement dans le domaine de la coopération en matière de défense⁷⁶. Israël a fourni des armes sophistiquées, notamment des drones utilisés dans le conflit du Karabagh en 2020. Israël et l'Azerbaïdjan entretiennent une collaboration stratégique à long terme, et Israël a formé l'armée azerbaïdjanaise et a joué un rôle important dans le renforcement des capacités militaires de l'Azerbaïdjan. Israël bénéficie de cette relation car il a un accès direct à l'Iran pour les opérations de renseignement en raison de la situation géographique de l'Azerbaïdjan. L'Iran considère que cette relation donne à Israël un point d'ancrage stratégique sur ses frontières Nord. Le 29 mars 2023, l'Azerbaïdjan a ouvert son ambassade en Israël dans le but de renforcer davantage les liens militaires et économiques entre les deux pays, ce qui complique encore davantage les relations entre l'Iran et l'Azerbaïdjan⁷⁷.

Un an après l'exercice militaire dit « Les Trois frères 2021 », l'Iran développait le sien avec l'exercice *Mighty Iran* (« Puissant Iran ») lancé sur trois jours en octobre 2022 (17-19 octobre) par Téhéran le long du fleuve Araxe servant de frontière entre l'Azerbaïdjan et l'Iran. Et le porte-parole du ministère des Affaires étrangères de l'époque, Saïd Khatibzadeh, de déclarer à cette occasion : Téhéran « *prendra toutes les mesures qu'elle jugera nécessaires pour sa sécurité nationale* », prévenant cependant que « *l'Iran ne tolérera pas la présence du régime sioniste [désignant l'État d'Israël, NDA] près de ses frontières* »⁷⁸.

76. En 2012, Bakou a commandé à Tel Aviv pour l'équivalent de 1,5 milliards de dollars d'armements. Et une rumeur fait état d'un accord qui aurait été conclu pour permettre aux avions israéliens d'utiliser les bases azéries le cas échéant. En 2016, Aliyev avait déclaré que son pays avait acheté pour 4,85 milliards de dollars d'équipements de défense à l'État juif, chiffre qui n'a jamais été confirmé par Israël. Vr. : « L'Azerbaïdjan a nommé son tout premier ambassadeur en Israël », *The Times of Israël* (staff), 30 décembre 2022, lien : <https://fr.timesofisrael.com/lazerbaïdjan-a-nomme-sontout-premier-ambassadeur-en-israel/> (consulté le 16 mai 2024).

77. Israël dispose déjà d'une ambassade dans la capitale azérie mais Bakou avait seulement ouvert à Tel-Aviv un bureau commercial en juillet 2021 et un bureau touristique en mars 2022. L'ouverture d'une ambassade azérie à Tel-Aviv est « *le résultat des efforts du gouvernement israélien de construire des passerelles diplomatiques solides avec le monde musulman* », avait salué le Premier ministre israélien sortant, Yaïr Lapid. Le ministre israélien de la Défense, Benny Gantz, s'était rendu début octobre 2022 dans ce pays d'Asie centrale où il avait rencontré le président Ilham Aliiev. Vr. : « L'Azerbaïdjan va ouvrir une ambassade à Tel-Aviv, en Israël », *Le Figaro* (site internet) avec AFP, 18 novembre 2022, lien : <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/l-azerbaïdjan-va-ouvrir-une-ambassade-a-tel-aviv-en-israel-20221118> (consulté le 16 mai 2024).

78. Shahbadar Oubai, « La tension montre entre l'Iran et l'Azerbaïdjan, rivaux du Caucase », *Arab News* (site internet), 7 octobre 2021, lien : <https://www.arabnews.fr/node/151421/international> (consulté le 16 mai 2024).

Aux manœuvres militaires allaient succéder les attaques rhétoriques lancées par médias interposés entre les deux voisins. Comme le souligne Ardavan Amir-Aslani :

« Dans l'optique de conserver des relations de bon voisinage, l'Azerbaïdjan s'était longtemps engagé, dans le cadre d'un accord informel, à interdire aux leaders séparatistes de s'exprimer publiquement sur cette question. Était ainsi concerné Mahmudali Chehreganli, leader du Mouvement d'éveil national de l'Azerbaïdjan du Sud, qui vit en exil aux États-Unis depuis 2006. Curieusement, celui-ci a fait plusieurs apparitions à la télévision azerbaïdjanaise ces dernières semaines pour rappeler que le Grand Azerbaïdjan serait "la mort du régime chauvin et haineux des mollahs". Sur la chaîne AzTV (Azerbaijan Televizyonu, NDA), principal vecteur de l'irrédentisme azéri, de nombreux reportages pro-gouvernementaux ont été tournés à Tabriz, la capitale de l'Azerbaïdjan iranien. Le président Ilham Aliyev lui-même, pourtant généralement circospect sur cette question, a rappelé publiquement que la plus importante population azérie ne se trouvait pas en Azerbaïdjan, et que la défense de la sécurité et de ses droits était l'une des préoccupations de Bakou. »⁷⁹

Par la suite, les tensions ont été loin de s'apaiser entre Bakou et Téhéran. Ainsi que le relève encore Ardavan Amir-Aslani : *« Récemment, la pomme de discorde est venue de la tenue, fin avril [2022], de la cinquième édition du congrès de la diaspora azérie à Chouchi, ville du Haut-Karabakh reconquise par l'Azerbaïdjan en novembre 2020. Le choix de cette ville diffuse en lui-même un premier message : longtemps un avant-poste perse sur la route de la soie, comptant encore de nombreux joyaux de l'architecture persane, Chouchi symbolise également la victoire de Bakou sur l'Arménie pour le contrôle de l'enclave. D'autre part, la présence à ce congrès de militants pour la réunification d'un "grand Azerbaïdjan", avec la bénédiction officieuse du président azerbaïdjanais Ilham Aliyev, a été modérément appréciée à Téhéran. L'un des participants, un Azéri d'Iran, a ainsi émis le souhait de voir le prochain congrès se tenir à Tabriz, la capitale de l'Azerbaïdjan iranien, tandis que quelques jours avant le congrès, un officiel azéri affirmait publiquement que "l'Arménie, mais aussi l'Iran, c'est l'Azerbaïdjan" »⁸⁰* Et de poursuivre : *« Aux yeux des Iraniens, les déclarations faites au sommet de Chouchi témoignent donc d'une volonté de l'Azerbaïdjan de soutenir l'irrédentisme*

79. Amir-Aslani Ardavan, « L'intégrité territoriale au cœur des tensions entre Kiran et Azerbaïdjan », *Le Nouvel Économiste* (site internet), 18 novembre 2022, lien : <https://www.lenouveleconomiste.fr/lintegrite-territoriale-au-coeur-des-tensions-entre-iran-et-azerbaïdjan-95580/> (consulté le 16 mai 2024).

80. Amir-Aslani Ardavan, « Le Maelström transcaucasien », *Le Nouvel Économiste* (site internet), 18 mai 2022, lien : <https://www.lenouveleconomiste.fr/le-maelstrom-transcaucasien-92776/> (consulté le 16 mai 2024).

azéri. À cet égard, la contre-attaque d'Ilham Aliyev, qui a reproché à l'Iran d'abriter des réfugiés politiques supposément impliqués dans des troubles à Gandja (actuel Azerbaïdjan), [localité où certaines sources azéries n'hésitent pas à situer le lieu de naissance du grand poète persan du XIII^e siècle Nizami ou Nezami Gandjavi officiellement né à Ghahestan, un village près de Qom, à quelque 150 kilomètres de Téhéran mais dont certaines sources situent la naissance à Gandja et qui se trouve aujourd'hui revendiqué comme une célébrité azérie et non iranienne] en 2018 [en juillet 2018, la tentative d'assassinat du maire de la deuxième plus grande ville du pays avait été suivie de manifestations sévèrement réprimées, ndlr], est apparue très ambiguë. Le président azéri faisait implicitement référence aux Hosseïnites, un groupe de fondamentalistes azéris chiites dont le chef, Towhid Ibrahimbeyli, aurait été très proche de Ghassem Soleimani, le chef de la force Al-Qods assassiné en janvier 2020 par les Américains. Mais leur responsabilité dans les événements de Gandja reste sujette à caution. Enfin, plus qu'une remise en cause de l'intégrité du territoire azéri, le groupe réclame surtout la mise en place d'une république islamique semblable à sa voisine iranienne. »⁸¹ Des velléités « panchiites » considérées par Bakou rien moins que comme une ingérence dans ses affaires intérieures. De fait, la tentative d'assassinat le 28 mars 2023 de Fazil Mustafa, un député azerbaïdjanais ostensiblement critique à l'égard de l'influence iranienne, n'a fait qu'intensifier le climat de tension existant entre les deux voisins. L'Azerbaïdjan a également arrêté récemment huit personnes accusées d'espionnage pour le compte de Téhéran. Une « réponse du berger à la bergère » car, en octobre 2022, les services de renseignement iraniens avaient déclaré qu'un suspect clé dans l'attentat contre le sanctuaire de Chah-Tcheragh dans la ville méridionale de Chiraz, qui avait fait 15 morts et une quarantaine de blessés et avait été revendiqué par l'« État islamique du Khorassan », était un citoyen azerbaïdjanais.⁸²

L'Azerbaïdjan a ensuite annoncé, le 5 avril 2023, l'expulsion de quatre membres de l'ambassade d'Iran dans un contexte de tensions croissantes entre les deux pays, Bakou accusant notamment Téhéran d'avoir fomenté une tentative de coup d'État. Ces expulsions s'étaient produites après des mois d'échanges acrimonieux entre l'Azerbaïdjan et l'Iran s'accusant mutuellement d'ingérence. En janvier 2023, Bakou avait déjà annoncé la suspension des activités de son ambassade en Iran après que celle-ci avait été visée le 27 janvier par une attaque à l'arme

81. *Ibidem*.

82. « Pourquoi les Iraniens appellent à la guerre contre l'Azerbaïdjan », *Middle East Eye*, 18 avril 2023, lien : <https://www.middleeasteye.net/fr/actu-et-enquetes/diplomatie-iran-azerbaïdjan-israel-turquie-armenie-corridor-influence> (consulté le 16 mai 2024).

automatique perpétrée par un individu, dénommé Yasin Hosseinzadeh, attaque suspecté d'être liée aux services iraniens du Corps des Gardiens de la Révolution et qui fit un mort, un agent de sécurité du bâtiment, un certain Orkhan Rizvan oglu Teymurov, ainsi que deux blessés. Toujours est-il que lors d'une convocation le 6 avril 2023 au ministère azerbaïdjanais des Affaires étrangères, l'ambassadeur d'Iran s'était vu notifier que quatre membres de la représentation iranienne à Bakou étaient déclarés *persona non grata*. Ces quatre personnes, ayant 48 heures pour quitter le territoire, étaient expulsées « *en raison de leurs activités incompatibles avec leur statut diplomatique* », selon le communiqué officiel de la diplomatie azerbaïdjanaise. Lors de la convocation, Bakou « [avait] exprimé à l'ambassadeur iranien sa forte insatisfaction du fait des récentes provocations de son pays à l'égard de l'Azerbaïdjan ». Bakou n'avait pas expliqué immédiatement ce qui était reproché aux membres de l'ambassade d'Iran expulsés mais, quelques heures plus tôt, les autorités azerbaïdjanaises avaient annoncé l'arrestation de six personnes accusées d'avoir ourdi un coup d'État sur ordre des services secrets iraniens. Les six suspects, des Azerbaïdjanais, « *ont été recrutés par les services secrets iraniens pour déstabiliser la situation dans le pays* », avaient affirmé le ministère azerbaïdjanais de l'Intérieur et le bureau du procureur général dans un communiqué. Leur mission aurait été de « *former un "groupe de résistance" chargé d'établir un État gouverné par la charia [la loi islamique, NDA] en Azerbaïdjan par une déstabilisation armée et un renversement violent de l'ordre constitutionnel* ». Les six hommes « [auraient fait] de la propagande pour un extrémisme religieux favorable à l'Iran, exécutant des ordres venant de l'étranger visant à saper la tradition de tolérance en Azerbaïdjan »⁸³.

Conclusion

Ce qui inquiète particulièrement Téhéran réside dans le fait que l'Azerbaïdjan soit en passe de devenir une nouvelle puissance régionale. Il est notable que les membres des Gardiens de la Révolution en Iran ont pris de plus en plus fermement position contre Bakou. Leur implication accrue dans le Caucase pourrait marquer une nouvelle phase de la politique iranienne. Traditionnellement concentrés sur les théâtres d'opérations du Moyen-Orient sous la direction de feu le général Qassem Soleimani, les Gardiens de la révolution iraniens désormais dirigés par Esmail Qaani qui avait déjà un tropisme plus marqué vers le Khorassan, semblent à cet

83. « Tensions Bakou-Téhéran : L'Azerbaïdjan expulse 4 Iraniens », *The Times of Israël*, 6 avril 2023, lien : <https://fr.timesofisrael.com/tensions-bakou-teheran-lazerbaïdjan-expulse-4-iraniens> (consulté le 16 mai 2024).

égard opérer un recentrage de leurs activités sur la Transcaucasie et plus particulièrement le Sud-Caucase face aux menaces multiformes de déstabilisation de la frontière septentrionale de l'Iran. ■

Éléments bibliographiques

- Amir-Aslani Ardavan, « Le Maelström transcaucasien », *Le Nouvel Économiste* (site internet), 18 mai 2022, lien : <https://www.lenouveleconomiste.fr/le-maelstrom-transcaucasien-92776/> (consulté le 16 mai 2024).
- Amir-Aslani Ardavan, « L'intégrité territoriale au cœur des tensions entre Kiran et Azerbaïdjan », *Le Nouvel Économiste* (site internet), 18 novembre 2022, lien : <https://www.lenouveleconomiste.fr/lintegrite-territoriale-au-coeur-des-tensions-entre-iran-et-azerbaïdjan-95580/> (consulté le 16 mai 2024).
- Avioutskii Viatcheslav, « Les clans dans la vie politique en Azerbaïdjan », *Note d'Actualité*, n° 93, sur *CF2R.fr* (site internet), juillet 2007, lien : <https://cf2r.org/actualite/les-clans-dans-la-vie-politique-en-azerbaïdjan/> (consulté le 16 mai 2024).
- Avioutskii Viatcheslav, « Les clans en Azerbaïdjan », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 1063, 2007, pp. 67-79.
- « Azerbaijani Turks of Iran: Will They Lead a Revolution Again ? » (entretien avec le Dr. Mahmoudali Chehregani), *CSIS Caucasus Project Meeting Notes*, 8 août 2002, lien : <http://www.csis.org/ruseura/caucasus/020808.pdf> (consulté le 7 mai 2024).
- « Azerbaijan National Resistance Organization (ANRO); A Brief Introduction, *Araz News* (site internet), 3 octobre 2014, lien : <https://araznews.org/en/archives/975> (consulté le 14 mai 2024).
- « Azeri Movement Argues for Independence From Iran », *Rudaw*, 10 janvier 2014, lien : <https://www.rudaw.net/english/middleeast/iran/10012014> (consulté le 16 mai 2024).
- Benillouche Jacques, « Américains, Israéliens et Iraniens se font face à la frontière de l'Azerbaïdjan », sur *Slate.fr* (site internet), 27 juin 2010, lien : <http://www.slate.fr/story/23705/israeliens-iraniens-azerbaïdjan-avons-chasse-gardiens-revolution> (consulté le 14 mai 2024).
- Brzezinski Zbigniew, *Le Grand échiquier*, Paris, Bayard, 1997, 275 p.
- Brzezinski Zbigniew, *Le vrai choix*, Paris, éd. Odile Jacob, 2004, p. 135 (trad. de *The Choice. Global domination or Global Leadership*, New York, Basic Books, 1997, 242 p.).
- Chaufour Célia, « Faut-il s'attendre à l'installation d'une base militaire américaine en Azerbaïdjan ? », *caucaz.com* (site internet), 4 octobre 2005, lien : http://www.caucaz.com/home/breve_contenu.php?id=268
- Chaufour Célia, « L'Iran dit ne pas être préoccupé par la présence de deux radars américains sur le sol azerbaïdjanais », *caucaz.com* (site internet), 7 février 2006, lien : <http://www.caucaz.com/home/depeches.php?idp=1101>

- Chaufour Célia, « Radars américains, bases russes, forces armées nationales : état des lieux militaire du Caucase du Sud », *caucaz.com*, 26 juin 2006, lien : http://www.caucaz.com/home/breve_contenu.php?id=368
- C. Nick Grace, « Investigative Report: Voice of Southern Azerbaijan », *qsl.net* (site internet), 1^{er} mars 1998, lien : <http://www.qsl.net/yb0rmi/vosa.htm> (consulté le 7 mai 2024).
- Engdahl F. William, « Géopolitique et 'révolutions des couleurs' : l'importance stratégique du pipeline de Bakou », *Horizons et débats*, octobre 2005.
- François Renaud, « Azerbaïdjan : Les radars de la discorde », *caucaz.com* (site internet), 30 septembre 2005, lien : <http://www.caucaz.com/home/depeches.php?idp=576> (inaccessible).
- Helly Damien, « Le paysage politique du nouvel Azerbaïdjan indépendant », *CEMOTI (Cahiers d'Études sur la Méditerranée Orientale et le Monde Turco-Iranien)*, n° 26, 1998, lien : <http://cemoti.revues.org/305> (consulté 16 mai 2024).
- Homami Mansour, *Faraz va forod fergheb domowkrat azarbaijan* (« La montée et la chute du parti démocrate d'Azerbaïdjan »), Téhéran, Nashr Ney, 1384/2005.
- Ihsan Kurt, « Iran : Washington joue la carte azérie contre Téhéran », *InfoSud*, 28 juillet 2003.
- « Iran-Azerbaïdjan : que se cache-t-il derrière les dernières tensions ? », *Middle East Eye*, 14 octobre 2021, lien : <https://www.middleeasteye.net/fr/decryptages/iran-azerbaïdjan-tensions-militaires-sud-caucase-haut-karabakh-israel-turquie> (consulté le 16 mai 2024).
- « Iran Religious and Ethnic Minorities. Discrimination in Law and Practice » (rapport), *Human Rights Watch*, 1^{er} septembre 1997, lien : <http://www.hrw.org/en/reports/1997/09/01/iran-religious-and-ethnic-minorities> (consulté le 7 mai 2024).
- Ismail Alman Mir, « Azerbaïdjan : oui ou non à des bases militaires américaines ? », *Le Courrier du Caucase : le portail francophone du Caucase*, 12 septembre 2005, lien : <http://caucase.courriers.info/article/0035.html>
- Jafalian Annie, « Vers une militarisation de la Mer Caspienne ? Le projet de la CASFOR », *Notes de la FRS* (Fondation pour la Recherche Stratégique), 30 octobre 2005, 4 p., lien : <https://www.frstrategie.org/web/documents/publications/notes/2005/200508.pdf> (consulté le 14 mai 2024).
- Jurabchi Aylinah, « Who are the Azeris? Important to emphasize the roots of Azerbaijan », *The Iranian* (site internet), 8 août 2002, lien : <https://iranian.com/Opinion/2002/August/Azeri/> (consulté le 14 mai 2024).
- Katâyoun Vaziri, « Tabriz, capitale de la province de l'Azerbaïdjan oriental », *La Revue de Téhéran*, N° 84, novembre 2012, lien : <http://www.teheran.ir/spip.php?article1659> (consulté le 7 mai 2024).
- « La base militaire américaine d'Ouzbekistan pourrait être déplacée en Azerbaïdjan », *caucaz.com* (site internet), 4 août 2005, lien : <http://www.caucaz.com/home/depeches.php?idp=424>
- « L'Azerbaïdjan a nommé son tout premier ambassadeur en Israël », *The Times of Israël* (staff), 30 décembre 2022, lien : <https://fr.timesofisrael.com/lazerbaïdjan-a-nomme-son-tout-premier-ambassadeur-en-israel/> (consulté le 16 mai 2024).

- « L'Azerbaïdjan va ouvrir une ambassade à Tel-Aviv, en Israël », *Le Figaro* (site internet) avec *AFP*, 18 novembre 2022, lien : <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/l-azerbaïdjan-va-ouvrir-une-ambassade-a-tel-aviv-en-israel-20221118> (consulté le 16 mai 2024).
- Lecoq Pierre (éd. et trad.), *Les inscriptions de la Perse achéménide*, Paris, Gallimard, 1997, pp. 219-226.
- Madiot Frank, « Washington utilise la Caspienne pour contrer l'Iran », *caucaz.com*, 14 octobre 2005, lien : <http://www.caucaz.com/home/depeches.php?idp=631> (consulté le 14 mai 2024).
- Makinsky Michel (éd.), Vinatier Laurent (éd.), « Azerbaïdjan-Israel : des intérêts bien compris », *L'Azerbaïdjan au centre d'enjeux globaux*, Revue *Euroorient*, n° 28, Paris, l'Harmattan, 2008, pp. 97-128, lien : https://www.editions-harmattan.fr/livre-l_azerbaïdjan_au-centre_d_enjeux_globaux-9782296065734-27118.html (consulté le 14 mai 2024).
- Mcelroy Damien, "Exiled Leader Poised to Mount Popular Revolt against Iran's Mollahs", *Sunday Telegraph*, 28 juin 2003.
- Morizot Pierre (Consul de France à Tabriz), « L'Azerbaïdjan et le problème de l'autonomie », *Archives Quai d'Orsay, Série : Levant, Sous-série : Iran*, n° 54, Paris, Ministère des Affaires Étrangères, 10 février 1959 (trad. en persan par Ayati Ata et publié dans la revue *Rahavad*, n° 80, 2007).
- Namaev Chamsoudine, « Le pétrole de la Caspienne au cœur de tous les conflits », *Kommersant-Vlast*, Traduit dans *Courrier International*, n° 468, Semaine 21-27 octobre 1999, p. 44, lien : <https://www.courrierinternational.com/article/1999/10/21/le-petrole-de-la-caspienne-au-coeur-de-tous-les-conflits> (consulté le 16 mai 2024).
- Pourmazâheri Afsâneh, « Fragments d'archéologie et d'Histoire de l'Azerbaïdjan », *La Revue de Téhéran*, n° 84, novembre 2012, lien : <http://www.teheran.ir/spip.php?article1660> (consulté le 3 mai 2024).
- « Pourquoi les Iraniens appellent à la guerre contre l'Azerbaïdjan », *Middle East Eye*, 18 avril 2023, lien : <https://www.middleeasteye.net/fr/actu-et-enquetes/diplomatie-iran-azerbaïdjan-israel-turquie-armenie-corridor-influence> (consulté le 16 mai 2024).
- « Quinzième article », dans *La Constitution De La République Islamique d'Iran*, Téhéran, Alhoda, 2010, p. 34 (95 p.), lien : <http://www.ebrahimemad.net/as-iran/la-constitution-de-la-republique-islamique-d-iran.pdf> (consulté le 7 mai 2024).
- Research Directorate of the Immigration and Refugee Board of Canada (Direction de recherche de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada), « Iran : Status of the Azeri (Azari) National Council (1998 to February 2001) » (rapport), Montréal, *UNHCR* (archives du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés), 14 février 2001 (archivé le 26 mai 2023), lien : <https://webarchive.archive.unhcr.org/20230525033743/https://www.refworld.org/docid/3df4be454.html> (consulté le 7 mai 2024).
- Riaux Gilles, « La radicalisation des nationalistes azéris en Iran », *Cemoti (Cahiers d'Études sur la Méditerranée Orientale et le Monde Turco-Iranien)*, n° 37 (2005) – *Jeune recherche II*, mis en ligne le 13 février 2006, lien : <http://cemoti.revues.org/document1571.html> (consulté le 7 mai 2024).

- Rizzo Russ, “Pentagon Aims to Bolster Security in Caspian Sea Region”, dans *Stars and Stripes* (site internet), 10 août 2005, lien : <https://www.stripes.com/migration/pentagon-aims-to-bolster-security-in-caspian-sea-region-1.36759> (consulté le 14 mai 2024).
- Sadri Monijeh, Nikbakht Rahim, *Pidaysh fergbeh domowkrat azarbaijan be ravayat asnad va khaterat motasher nashodeh* (« L'émergence du parti démocrate Azerbaïdjan selon des archives et des mémoires inédits »), Téhéran, Institut d'Études de l'Histoire Contemporaine d'Iran, 1386/2007.
- Shahbadar Oubai, « La tension montre entre l'Iran et l'Azerbaïdjan, rivaux du Caucase », *Arab News* (site internet), 7 octobre 2021, lien : <https://www.arabnews.fr/node/151421/international> (consulté le 16 mai 2024).
- Sinaee Maryam, “Iran’s Neutrality Under Strain As Ethnic And Religious Sympathy Builds For Azerbaijan”, *iranintl.com* (site internet), 1^{er} octobre 2020, lien : <https://old.iranintl.com/en/world/iran%E2%80%99s-neutrality-under-strain-ethnic-and-religious-sympathy-builds-azerbaijan> (consulté le 16 mai 2024).
- “South Azerbaijan is not Iran and should be treated separately to regime, says resistance head”, *webarchive.org* (The Arab Struggle Movement for the Liberation of Al-Ahwaz) et sur *Iraninternational*, 3 février 2017, lien : https://web.archive.org/web/20170908015721/http://ahwazna.net/en-523_Ahwazna_South_Azerbaijan_is_not_Iran_should_be_treated_separately_to_.html (consulté le 16 mai 2024).
- « Tensions Bakou-Téhéran : L'Azerbaïdjan expulse 4 Iraniens », on *The Times of Israël*, 6 avril 2023, lien : <https://fr.timesofisrael.com/tensions-bakou-teheran-lazerbaïdjan-expulse-4-iraniens> (consulté le 16 mai 2024).
- Ter-Markossian Alen, « La militarisation du Sud Caucase », *Caucase Sud*, 13 octobre 2007, lien : <http://caucase.over-blog.com> (consulté le 16 mai 2024).
- Todoua Zourab, « Azerbaïdjan. Les nationalistes azéris prêts à dépecer l'Iran », *Nezavissima Gazeta* (trad. par *Courrier International*, n° 893, 13-19 décembre 2007, p. 34, lien : <https://www.courrierinternational.com/article/2007/12/13/les-nationalistes-azeris-prets-a-depecer-l-iran> (consulté le 6 mai 2024).
- UA 86/06, MDE 13/039/2006, 18 avril 2006.
- “USA plans to expand military presence in Azerbaijan close to Iran”, *Alexander’s Gas and Oil Connections*, 13 avril 2005, lien : <http://www.gasandoil.com/goc/news/ntm51989.htm> (inaccessible).
- Weinberger Caspar, “Caspian Access is Crucial for the West”, *Opinion, International Herald Tribune*, 10 mai 1997.
- X. Ahreeman, “Chapter 11 : Iran Ethnic and Short Lived Republics Flags Pictorial History of Iranian Flags”, *Iran Politics Club* (site internet), 17 mars 2012, lien : <http://iranpoliticsclub.net/flags/ethnic/index.htm> (consulté le 7 mai 2024).
- Zarifian Julien, *Les États-unis au Sud-Caucase Post-soviétique (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie)*, Paris, L'Harmattan, 2012, 272 p.
- Zarifian Julien (éd.), *Les États-Unis en Eurasie de Bill Clinton à Barack Obama Le leadership américain à l'épreuve, Revue Eurorient*, n° 39, Paris, L'Harmattan, 2012, 184 p.